l'unité

M 2805 - N° 423 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 16 mai 1981

LA VICTOIRE DU PEUPLE DE GAUCHE

PAR CLAUDE ESTIER

« ON a gagné » ! Ce cri répété au même instant dimanche soir par des millions d'hommes et de femmes dans toutes les villes et tous les villages de France avait la vertu d'une démonstration sans équivoque : c'est bien tout un peuple, écarté depuis près d'un quart de siècle de toute participation au pouvoir, qui se reconnaissait spontanément dans la victoire de François Mitterrand (1). Victoire sans appel, acquise avec une avance de plus d'un million de voix en dépit des énormes moyens mis en œuvre par le président sortant, des abus de propagande, des mensonges et des calomnies déversés au dernier moment pour tenter d'inverser le cours des choses. L'Histoire retiendra que les Français, que l'on prenait naguère pour des veaux, ne se sont pas laissés abuser. Le chantage à la peur et au désordre n'a eu aucun effet : dès le lendemain du premier tour, les sondages donnaient 52 % à Mitterrand et 48 % à Giscard. Ni le face à face télévisé, ni le second appel de Chirac, ni les ignominies déversées par le général de Boissieu et quelques autres n'ont modifié quoi que ce soit. A la veille du scrutin, le dernier sondage, non publié, donnait toujours les mêmes chiffres. Et c'est bien ceux-là que radios et télévisions pouvaient annoncer officiellement dimanche dès 20 heures.

Ce qui est surprenant dès lors, c'est que cette victoire ait provoqué une telle surprise. Passe encore pour les capitales étrangères où l'on avait fini par prendre l'habitude de voir le pouvoir en France demeurer dans les mêmes mains. Mais l'erreur de prévision de la Bourse, par exemple, ne plaide pas pour la clairvoyance de ceux qui croient encore que la politique de la France se fait à la corbeille.

A l'heure où nous bouclons ce numéro, nous apprenons que le pape Jean-Paul II vient d'être victime d'un attentat à Rome. Au nom des socialistes français, nous nous associons aussitôt à l'émotion provoquée dans le monde entier, par cet acte criminel.

Depuis lundi matin donc, tout est changé et s'il est encore trop tôt pour mesurer toute l'ampleur du changement et toutes ses conséquences, il est déjà parfaitement clair que, contrairement aux prophéties apocalyptiques de ceux qui n'avaient d'autre ambition que de s'accrocher à leur pouvoir, il s'opère dans le calme et sans le moindre soubresaut. Du côté de ceux qui ont participé à la victoire, la sérénité domine, les organisations syndicales qui en sont naturellement parties prenantes attendent avec sagesse que le nouveau pouvoir soit en place pour engager avec lui le dialogue qui leur a été promis. Les dirigeants du patronat eux-mêmes ont changé de ton, passant de la menace à la résignation.

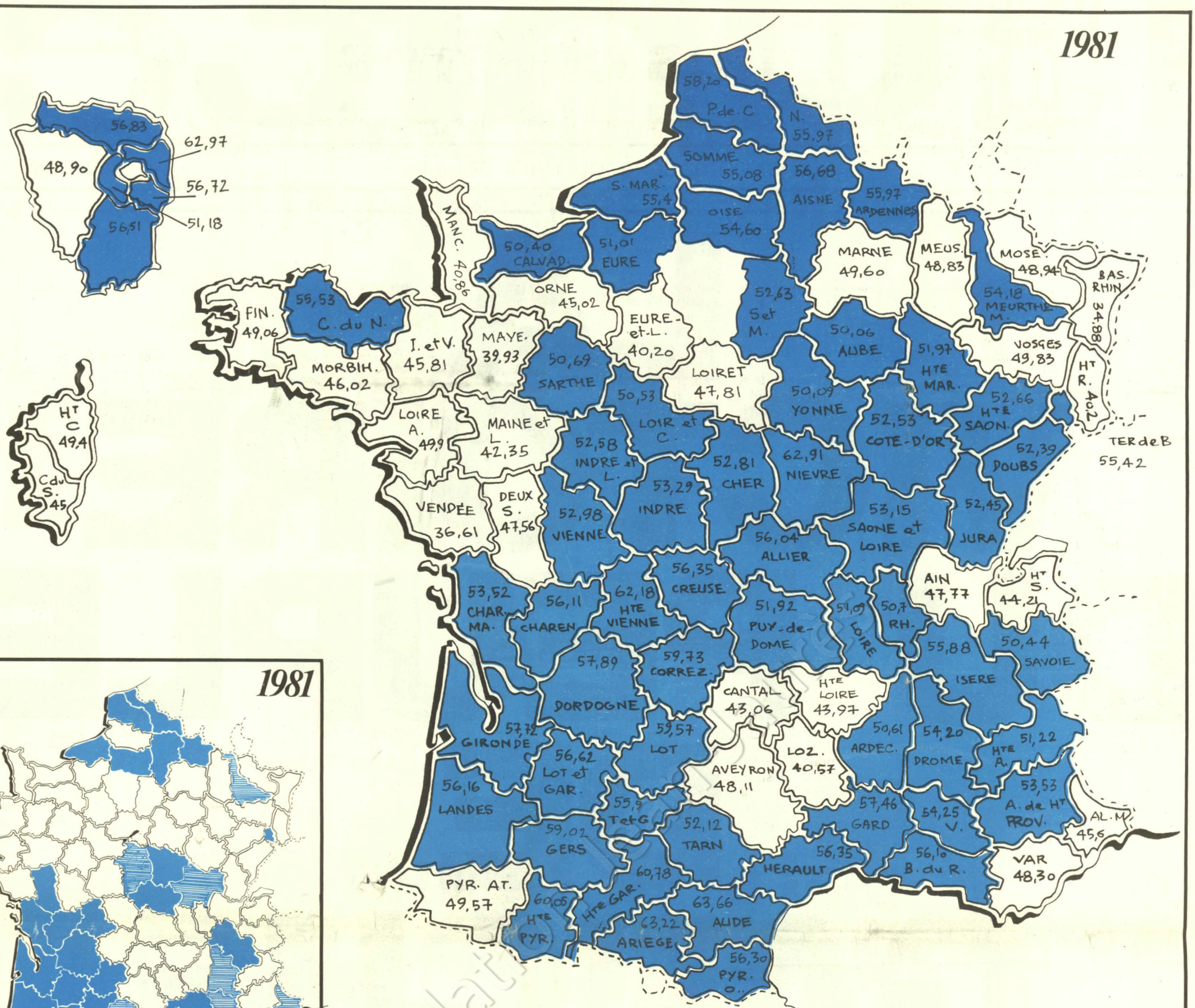
François Mitterrand et les hommes qui l'entourent sont conscients de l'immensité des problèmes qui se posent. Ils mettent au point les premières décisions qui seront prises dès l'installation du nouveau président à l'Elysée et qui montreront, tout de suite, que l'on s'engage sur une autre voie que celle suivie jusqu'à présent par ceux qui ont été battus le 10 mai. Ceux-là, bien sûr, se préparent à ce qu'ils appellent le « troisième tour », c'est-à-dire les élections législatives de juin. Ils le font dans une fébrilité qui les amène déjà, quarante-huit heures à peine après le scrutin, à jeter aux orties le président battu dont ils se sont tant servi mais qui ne leur apparaît plus comme une bonne référence pour sauver leurs sièges de députés. Il reste à Valéry Giscard d'Estaing, qui se croyait encore lundi promis au rôle de rassembleur — mais avec Chirac et Barre, ils étaient déjà trois sur les rangs —, à méditer sur l'ingratitude de l'Histoire que bien d'autres chefs politiques, combien plus prestigieux, ont connue avant lui.

Les affaires de l'ex-majorité devenue opposition ne sont pas les nôtres. Les nôtres consistent d'abord à renforcer le vaste rassemblement populaire qui, à partir de la dynamique créée par le Parti socialiste, a permis la victoire de François Mitterrand. Les 15 700 000 Françaises et Français qui ont voté pour le changement savent qu'ils ont encore un acte essentiel à accomplir en élisant dans quelques semaines une majorité parlementaire capable de porter ce changement et de le faire entrer dans les faits. Ils ne se laisseront pas troubler par les manœuvres et contre-manœuvres qui vont occuper le camp de la droite où l'on se trompe encore lourdement en croyant qu'ils pourraient en si peu de temps se contredire. Dimanche soir, l'Histoire de France a changé de sens. C'est tout un peuple qui l'a voulu. L'avenir lui appartient.

(1) Nous avons voulu que ce numéro de « l'Unité » soit un peu un numéro-souvenir de ce moment tant attendu de liesse populaire.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

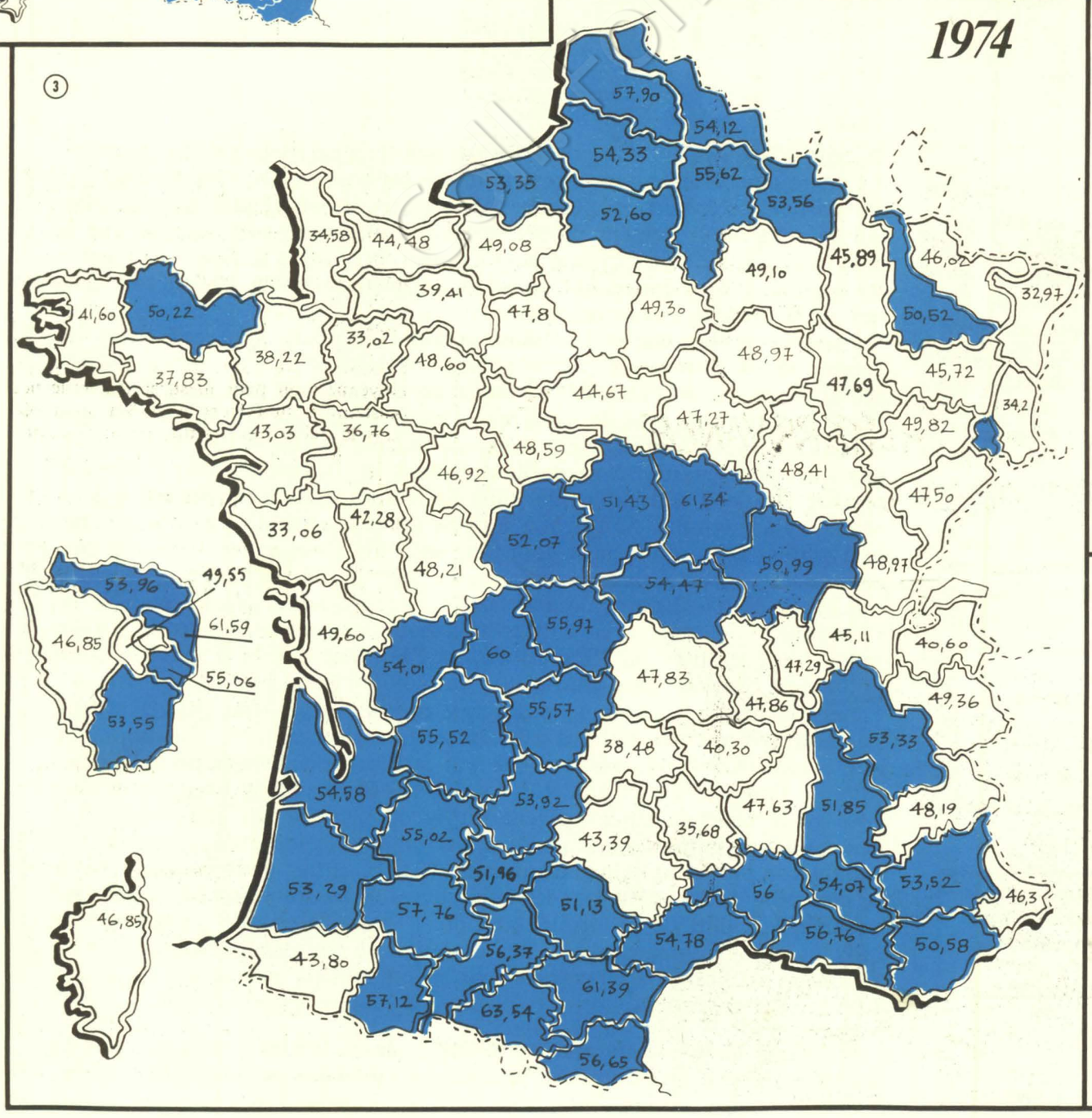
① 1981



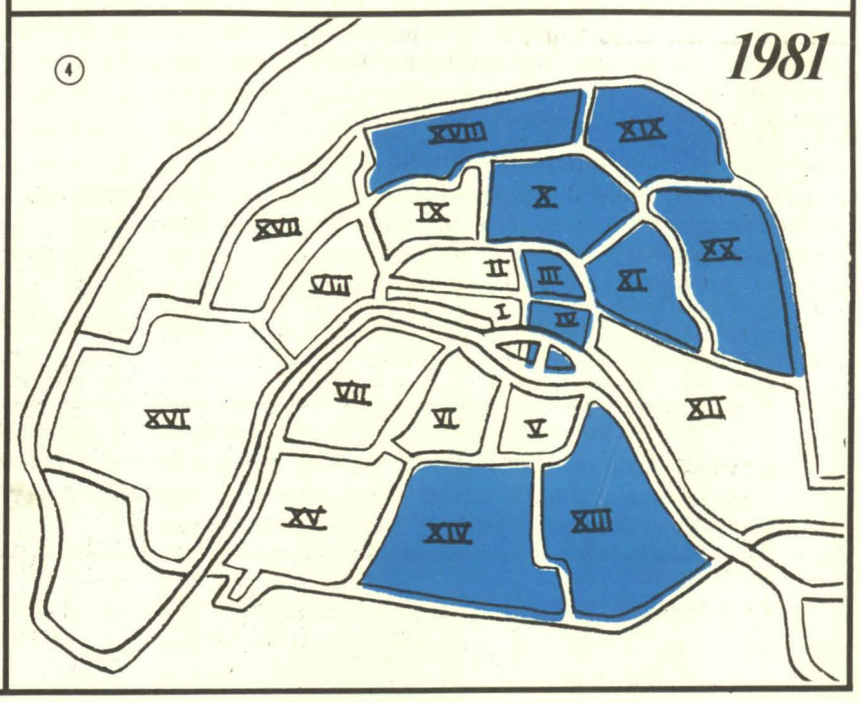
② 1981

Collection Fondation Gabriel Péri

③ 1974



④ 1981



① En bleu, les départements où François Mitterrand a obtenu, le 10 mai, plus de 50 % des suffrages. Dans tous les cas le pourcentage indiqué est celui obtenu par le président élu.

② En bleu, les départements où le 26 avril, le total des voix de la gauche dépassait 50 %. En tramé bleu, ceux où il dépassait 45 %.

③ En bleu, les départements où le 19 mai 1974, François Mitterrand obtenait plus de 50 % des suffrages.

④ En bleu, les arrondissements parisiens où François Mitterrand a obtenu, le 10 mai 1981, plus de 50 % des suffrages.

Quelques chiffres pour comprendre la profondeur du changement

PAR GUY PERRIMOND

SANS bavure ni bégaiement. Dimanche soir il n'y a eu ni doute ni suspense. Dès vingt heures les « estimations » utilisées par les chaînes de télévision et les radios ont suffi : la marge était assez nette pour que les approximations ou les résultats venus d'outre-mer ne puissent pas faire descendre le pourcentage de François Mitterrand en dessous de la barre des 50 %. Valéry Giscard d'Estaing l'a très vite compris : il est devenu silencieux.

D'autres aussi l'ont compris : tous ceux qui, à Paris et en province, sont allés mêler leur joie, leur espoir à ceux des autres. Ils savaient que nous étions des millions, plus de la moitié des électeurs à avoir participé à cette victoire. Et pour ce soir-là, cela suffisait.

Pourtant il faut revenir sur les chiffres, mesurer les évolutions. Non seulement pour comprendre, mais pour préparer les législatives de juin. Car les résultats des 26 avril et 10 mai conditionnent en grande partie ceux du mois de juin. 15 714 598 électrices et électeurs ont voté pour François Mitterrand, soit 2 738 976 voix de plus qu'en 1974. L'écart entre le nouveau président et l'ancien est de 1 066 811 voix, soit de 3,51 %. En 1974 Valéry Giscard d'Estaing n'avait que 1,4 % d'avance. C'est cet écart qui, dimanche soir, a permis le calme, l'assurance de ceux qui chantaient victoire. Car il était évident dès vingt heures que la « force tranquille » pouvait être transcrite en pourcentage.

D'autres chiffres pour montrer l'importance des changements intervenus en quelques années. En 1965, François Mitterrand était, au deuxième tour, majoritaire dans 26 départements. En 1974, il l'était dans 44. Dimanche dernier, c'est dans 65 départements qu'il avait dépassé la barre des 50 %. Les cartes (voir ci-contre) montrent à l'évidence cette « nationalisation » du candidat des socialistes.

Mais se limiter à juger seulement en fonction du fait majoritaire, fût-il départemental, ne permettrait pas de comprendre les tendances profondes — ou conjoncturelles — de l'électorat. Si dans tous les départements métropolitains le pourcentage obtenu le 10 mai par François Mitterrand dépasse le pourcentage du total des voix de gauche du premier tour, il est évident que d'un département à l'autre la tendance diffère : en Charente-Maritime le gain est de 1,83 % et en Corrèze il est de 13,67 % ! Quatre départements (la Haute-Vienne, le Lot, la Corrèze et la Creuse) enregistrent une croissance supérieure à 7 % et six autres départements (Aveyron, Calvados, Cantal, Doubs, Ille-et-Vilaine, Moselle) une croissance en pourcentage supérieure à 6 %. Caractéristique commune à ces dix départements : un poids réel de la paysannerie et, pour la quasi-totalité, un poids électoral de Jacques Chirac supérieur à sa moyenne nationale.

En un mot, outre un report des voix de gauche remarquable, il est évident qu'une partie de l'électorat chiraquien — l'exemple de la Corrèze est parlant — a suivi... sa conscience. Et retrouvé de vieilles habitudes. Car si l'on compare une carte électorale de ce deuxième tour à celle des législatives de 1936, il est évident que l'Histoire pèse lourd. Hier et aujourd'hui la droite demeure majoritaire en Alsace et en Bretagne, dans le sud du Massif central, les Pyrénées-Atlantiques et les Alpes-Maritimes. Et, logiquement, c'est dans ces régions que les gains sont, en pourcentage, les plus forts.

Mais la principale leçon de ce scrutin est ailleurs. Depuis Epinay, le P.s. a bâti une stratégie qui fut souvent dénoncée pour son « irréalisme ». Le 10 mai au soir, la preuve était faite que cette stratégie était d'abord réaliste. A vrai dire le 26 avril avait sur ce point donné un peu plus que des indications.

La part du lion chez les jeunes

Ramenée aux enjeux électoraux, la stratégie socialiste pouvait se résumer assez simplement. Tout d'abord rassembler le « peuple de gauche », le noyau dur d'un électorat fidèle. Pour cela il fallait d'abord que les socialistes reconstituent leur propre électorat. C'est aujourd'hui chose faite. Présent partout, il se retrouve le plus souvent, si l'on parle en termes de circonscription ou de département, en tête de la gauche. Et cela quelle que soit la sociologie des départements ou des circonscriptions.

Le sondage réalisé par l'Ifop le 28 avril est à cet égard révélateur. La gauche non communiste se taille la part du lion chez les nouveaux électeurs, les jeunes de 18 à 20 ans (48,5 %), ceux de 21 à 24 ans (30 %), chez les ouvriers (37,5 %), les employés et cadres moyens (41,5 %), chez les femmes de 18 à 34 ans (38 %) et de 35 à 49 ans (37 %), chez les hommes de 18 à 34 ans (36 %), et ceux de 35 à 49 ans (29,5 %). En un mot les points faibles de la gauche non communiste demeurent les femmes de 65 ans et plus (17 %) et les agriculteurs (11,5 %).

Or les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle devraient là aussi faire sauter bien des verrous. Si ces catégories-là — paysans, personnes âgées — ont un vote majoritairement conservateur, c'est d'abord par besoin de sécurité : le pouvoir changeant, il n'est pas illusoire de penser que la peur du changement ne pèsera plus aussi lourd. Bien au contraire. D'autant que pour le vote paysan le scrutin de dimanche a prouvé (dans le Sud-Ouest, en Bretagne ou dans l'Est) que dégagée d'une filiation gaulliste, la paysannerie peut, tout comme d'autres couches populaires, se dégager de l'emprise de la droite.

Car l'élection de François Mitterrand va profondément modifier les habitudes électorales. Déjà la dernière élection vient de montrer qu'il existe une autonomie entre les électorats et les états-majors politiques bien plus forte qu'on ne le pensait. Dès le premier tour, le Parti communiste en a fait la douloureuse expérience. Et, au second tour, c'est la droite qui l'a appris à ses dépens. Mais le fait nouveau, dont il est difficile de tirer dès aujourd'hui toutes les conséquences, réside dans l'accession à la charge suprême d'un socialiste. Car des mécanismes d'entraînement vont se mettre à jouer, la peur du nouveau va s'atténuer, la contagion par l'exemple, se généraliser. Dès lors, les résultats obtenus par la droite doivent se lire en tenant compte d'une telle dynamique. La mauvaise qualité des reports de l'électorat ayant voté Chirac, Debré ou Garaud au premier tour explique tout à la fois l'écart entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, mais aussi la rapidité avec laquelle Chirac et Giscard d'Estaing tentent de maintenir cet électorat, de le coaguler, de lui offrir une perspective.

D'autant qu'il leur est difficile de tabler sur les abstentionnistes du second tour. Avec 14,13 % d'abstentions, le taux de participation n'est peut-être pas exceptionnel, mais suffisamment élevé pour que les « réserves » soient équilibrées lors des élections législatives. Déjà les abstentionnistes du premier tour semblent s'être partagés également entre les deux candidats. Et s'il apparaît que la mobilisation de l'électorat de gauche a été plus forte que celle de l'électorat de droite, ce n'est qu'une moyenne : on peut mesurer des réticences (abstention supérieure à 20 %) aussi bien dans la Seine-Saint-Denis, bastion communiste, que dans le VIIe arrondissement de Paris !

La défaite de Giscard d'Estaing était lisible dès le premier tour dans l'évolution du rapport droite-gauche à l'avantage de la gauche. La bonne qualité des reports communistes, le partage à l'avantage de la gauche des écologistes, la fuite dans l'abstention d'une partie de l'électorat chiraquien et le report d'une autre partie sur François Mitterrand ont fait le reste. C'est dire les difficultés qu'aura l'ancien président à se présenter comme le meilleur fédérateur de la droite !

Car le seul succès dont peut se prévaloir l'ancien président, outre le vote des Dom-Tom, est celui du Var. C'est-à-dire un département de vieille tradition de gauche, qui peu à peu dépérit, où le poids des retraités nantis et des résidences secondaires croît chaque année. C'est un peu juste, après sept ans de pouvoir sans partage !

Au total le P.s. sort grand vainqueur de cette élection : non seulement il a réussi le « pari » d'Epinay, permettre la victoire de la gauche en la rééquilibrant, mais, à la veille d'une élection législative il peut légitimement espérer réaliser ce qu'il a manqué d'un cheveu en 1978 : conquérir une majorité parlementaire. ●



Sygma

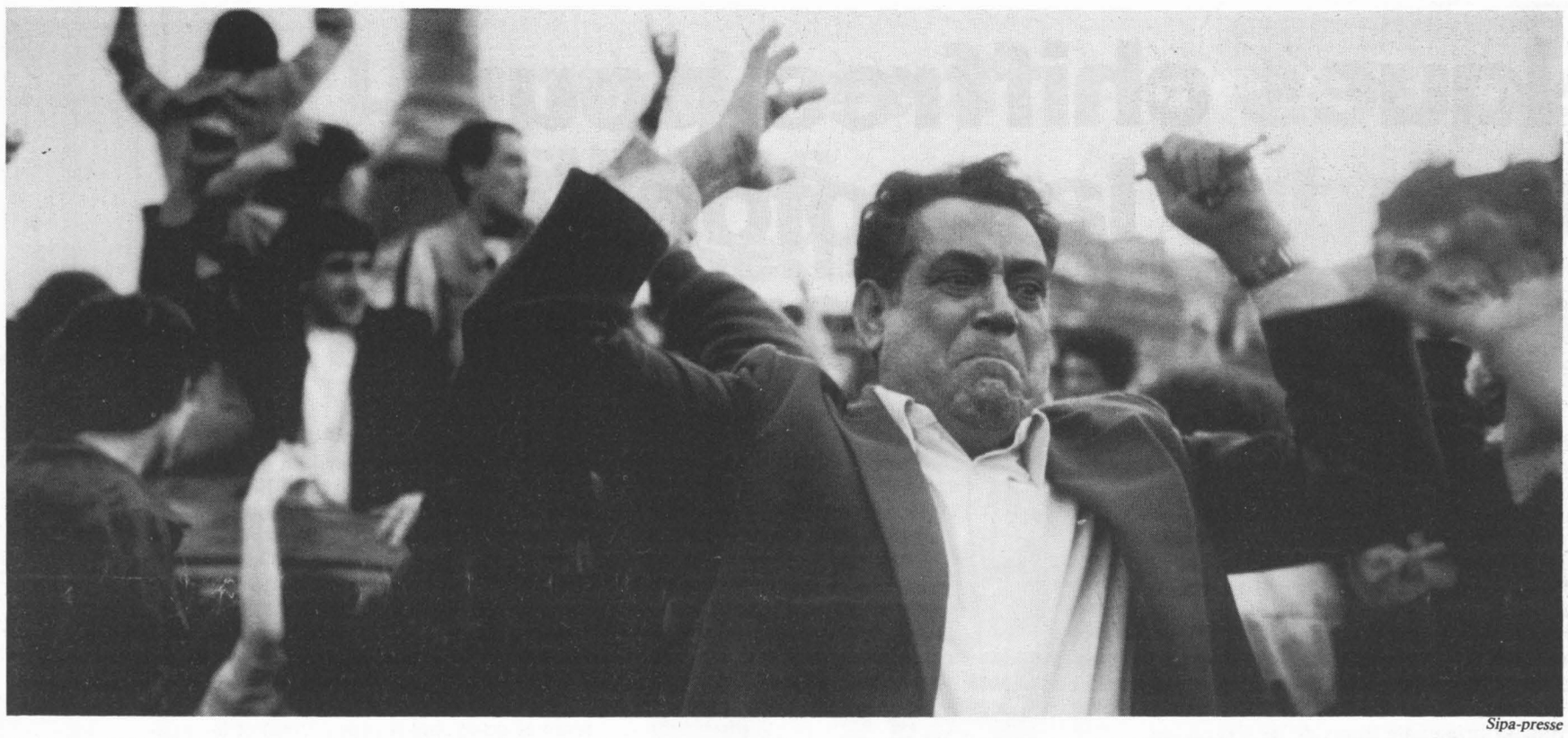
Georges Marchais sablant le champagne au siège du P.c. avec André Lajoignie, Mireille Bertrand et Paul Laurent.



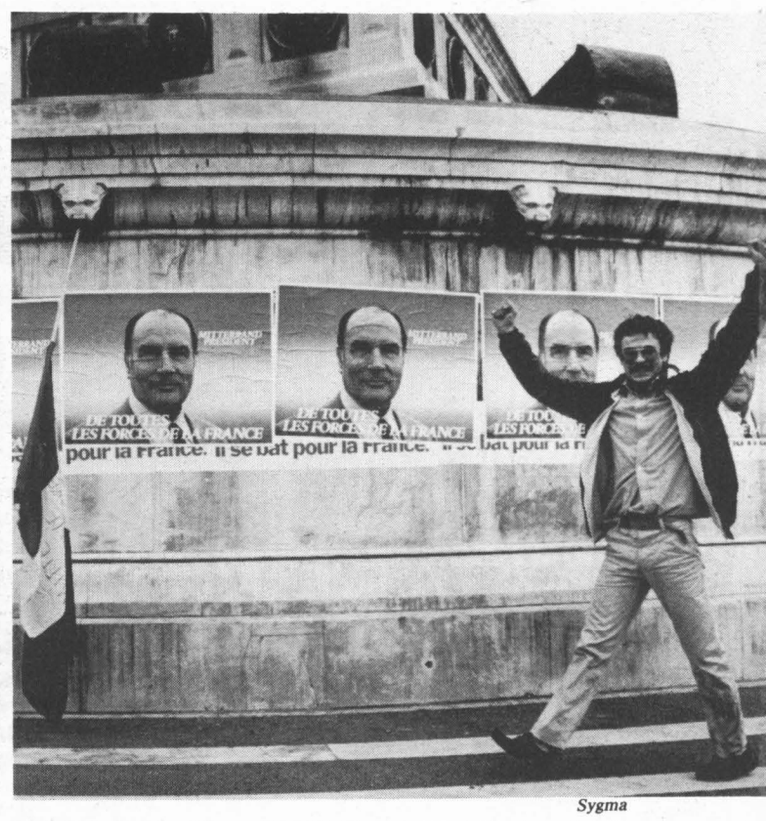
Pascal Lebrun

Le président Mitterrand et son ami Paul Guimard visitant les commerçants de la rue de Bièvre, mardi dernier.

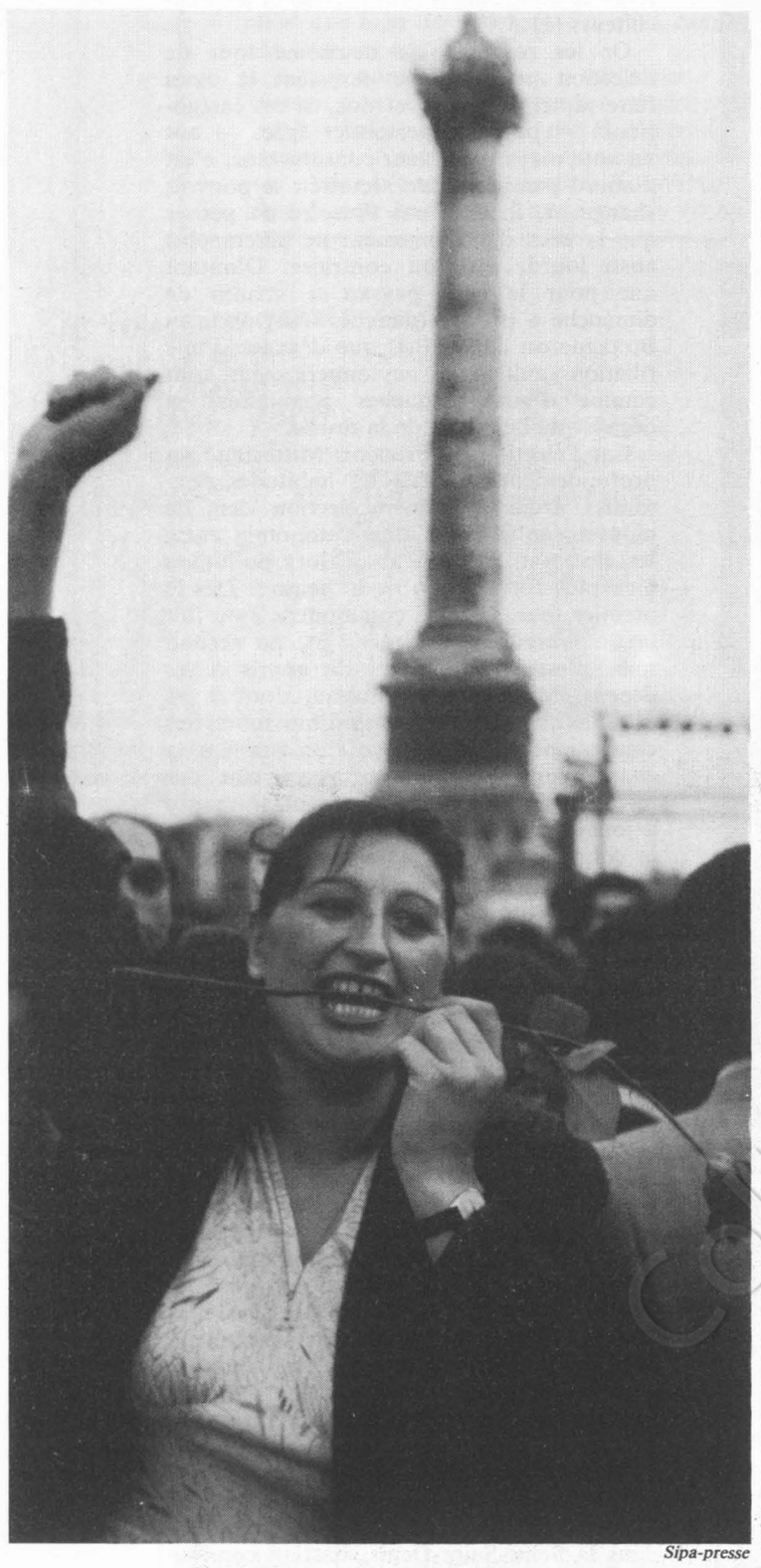




Sipa-presse



Sygma



Sipa-presse

LA BASTILLE

La douce nuit de la fraternité

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

C'ETAIT incroyable, c'était fou, c'était superbe. Comme au ciné. Et les acteurs, c'était nous. La place de la Bastille, noire de monde, tellement de monde que la foule était animée de courants vous pressant, poussant dans tous les sens. On n'avait pas un millimètre carré pour éternuer et pourtant on dansait, on chantait, on était content. Autour, des visages, qui riaient. Des têtes pas tout à fait étrangères, parce qu'on se sentait en pays de connaissance. C'est pour ça, sans doute, qu'on s'excusait en piétinant ses voisins.

Parfois, un discours crée une accalmie dans la mer humaine. Celui de Lionel Jospin par exemple. La foule hue sans ménagement la loi Peyrefitte, les exactions d'Alice Saunier-Seïté, les lois contre les immigrés. Ils sont nombreux, ici, en famille, détendus ; des Noirs, des Arabes, ceux qu'on ne voit jamais, surtout pas dans les foules. Ils applaudissent. Et la fraternité n'est pas pour demain. Et puis, les « on a gagné » reprennent le dessus. Les slogans : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » ; « Giscard, salaud, le peuple a eu ta peau » ; « Elkabbach au chômage, Duhamel dans les mines de sel ». Curieux comme ces deux-là ont su symboliser la télé pourrie, concentrer sur leur nom la colère !

Les enfants, surexcités, hurlent plus fort que tout le monde. Les bébés survivent à l'étouffement. Des amoureux s'embrassent dans les rares coins calmes. De temps en temps, une fusée d'artifice éclate, des pétards, des feux de Bengale. Tête rubiconde, un homme arbore un feutre noir à larges bords, affichant une petite pancarte : « Ouf ! » Les drapeaux rouges ondulent en rythme. Un drapeau breton passe. Et un corse, avec la tête de maure.

La nuit s'avance et la foule s'épaissit. Les boulevards, les petites rues autour de la place deviennent tout aussi impraticables. Plus un poteau de libre. Plus un toit de voiture qui ne soit pas défoncé par les grappes des badeaux. Et dire que les flics annonçaient aux organisateurs : « Jamais vous ne remplirez la place ! »

« On en avait très peur », confesse Claude Villers, lui qui a monté le spectacle et qui dit maintenant : « Voilà une preuve qu'on peut sortir les gens de chez eux. » Contacté vendredi par Paul Quilès et son assistante, il avait dressé une liste d'artistes susceptibles de venir, « au cas où... » Le dimanche après-midi, en secret, ils acceptaient le principe d'un rendez-vous à l'improviste dans Paris. Et à sept heures du soir, quand se sont confirmées les premières estimations, franchement positives, l'opération Bastille a été lancée.

Protégé par des motards, un convoi de cinq cents mètres de long quitte Montreuil, avec ses grues, ses sonos et ses rampes de projecteurs. Trois quarts d'heure après l'arrivée du matériel sur la place, tout est prêt : le podium et l'écran géant qui retransmet le spectacle ou la télé. Claude Villers entre en scène à 21 h 10 pour, dit-il, « un des plus grands moments de ma vie ».

L'Internationale, chantée a capella et en polonais par Anna Prucnal, en français par Jean-Michel Caradec, Lionel Jospin, Pierre Juquin, des femmes du M.l.f... et la foule... « La Carmagnole », revue et corrigée par Francis Lalanne en pantalon rouge. « Le Temps des cerises », entonné par un Suisse, Michel Buhler, et repris en cœur. Blouson de cuir noir, poing levé vers les éclairs qui transperçaient le ciel, Bernard Lavilliers récite un poème de Prévert : « l'Effort humain ». Et il faut tout éteindre, parce que l'orage rend la sono trop dangereuse. « Le ciel arrose la victoire », a dit Huguette Bouchardeau et quelqu'un a crié : « Ce sont les larmes de Giscard. »

Mais la fête continue, sous la pluie battante. Toute la nuit, dans les concerts de klaxons, des embouteillages monstres paralysent les grands axes. Sur la place de l'Etoile, à 4 h du matin, on sort des voitures, on s'embrasse. Devant l'Assemblée nationale, des groupes discutent avec des gardes mobiles. La police, d'ailleurs, a été parfaite, souriante, malgré l'énormité de la tâche qui lui incombait. Boulevard Saint-Germain, une dizaine de policiers se laissent aller à scander : « On a gagné. »

Seule la rue de Marignan, où des camions ont déménagé plantes vertes et champagne à minuit, reste tristement calme. Tout à l'heure, en sortant tête basse et rage au cœur, des jeunes giscardiens se sont heurtés à un groupe joyeux criant « Mitterrand-président ». Ils ont répondu par des insultes. Mais les policiers ont calmé ce petit monde.

D'Austerlitz à Clichy, la foule tranquille, complice, savoure sa victoire. Avec ferveur, enthousiasme. Comment imaginer que tant de joie ait pu rester enfouie, frustrée ? A quel vinaigre aurait-elle tourné, si Giscard avait gagné ? ●



Sygma



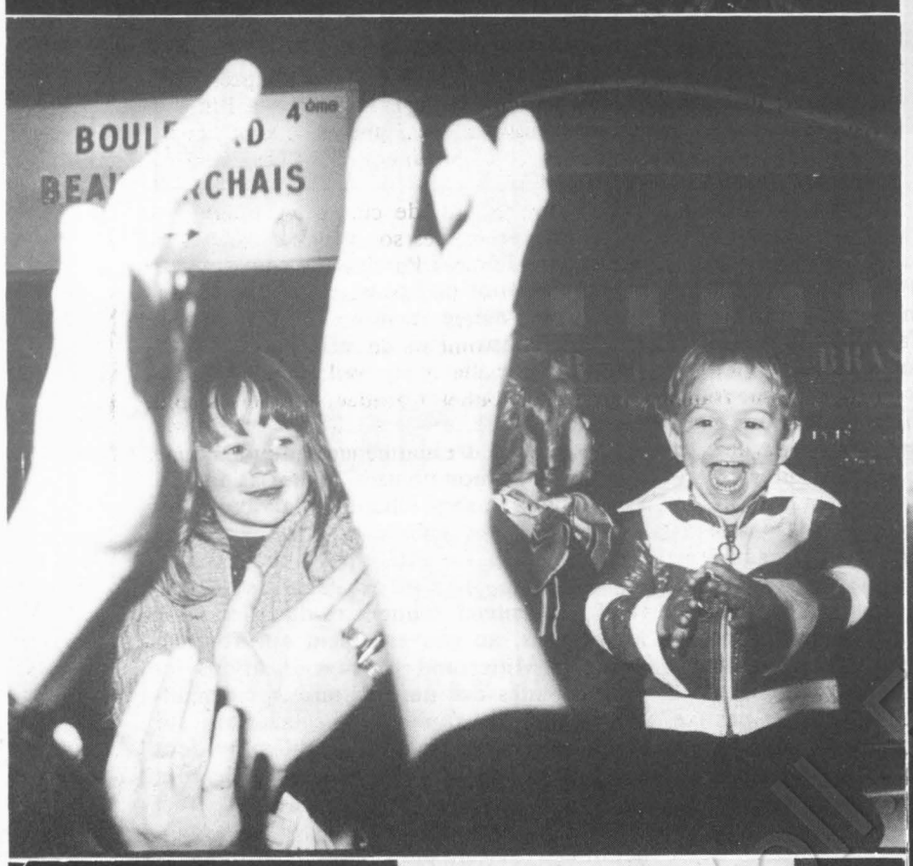
Pascal Lebrun



Pascal Lebrun









Viva



Sygma

SYNDICATS

"Un sens fabuleux des responsabilités"

La victoire du 10 mai est aussi la fin des années noires pour le mouvement syndical français

PAR MICHELE KESPI

QUE s'est-il passé, le lundi 11 mai, dans les entreprises ? Comment des millions de travailleurs ont-ils vécu, sur leur lieu de travail, cette première journée où la gauche, enfin, avait gagné ? D'abord des réunions, des assemblées ont eu lieu un peu partout, dans les bureaux, dans les ateliers : rencontres spontanées, informelles où chacun venait dire sa joie, son espérance. Et puis, dans certains endroits, on est allé plus loin. Des délégations se sont formées pour dire aux patrons qui, par exemple, avaient abusé des lettres d'avertissement : « Arrêtez cela, nous sommes forts, nous sommes au pouvoir, nous ne voulons plus être traités ainsi. » Certains patrons ont cédé, d'autres pas. Le problème est ailleurs. Comme le résume très bien un dirigeant de la C.g.t. : « Une partie des salariés relèvent la tête. »

Plus remarquable encore : dans cette atmosphère de liesse calme et de fierté retrouvée, tout le monde était à son poste de travail. La C.f.d.t. a reçu des coups de fil de toutes ses fédérations. Partout, la tonalité était la même : « Les gens sont joyeux, mais conscients qu'ils ne peuvent faire n'importe quoi. Ils manifestent un sens fabuleux des responsabilités. »

Aussitôt connue l'élection de François Mitterrand, les principales centrales syndicales françaises ont d'ailleurs donné le ton. Dimanche soir, rue Cadet, au siège de la C.f.d.t., régnait la plus grande bonne humeur... et un sérieux sans défaillance. Quand on demande à Edmond Maire s'il est content, il éclate de rire : « Content ! Et comment, depuis des années qu'on attend cela ! » Mais c'est dans un silence ému qu'il donne lecture du texte rédigé par la commission exécutive : « La C.f.d.t. se félicite de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République... Un nouveau départ est possible pour l'action syndicale, car la situation créée au soir du 10 mai modifie le rapport de forces et permet d'envisager l'action dans un contexte plus favorable... Le mouvement syndical peut voir enfin, sur certains points, l'action présidentielle et gouvernementale converger avec la sienne pour imposer le changement et faire reculer les patrons. » La ligne de la C.f.d.t., précise immédiatement son secrétaire général, est claire : « Ni confiance passive, parce que le changement ne peut venir d'un seul homme ou d'une équipe nouvelle au pouvoir, ni surenchère, car tout n'est pas possible du jour au lendemain. » Interrogé sur le mot surenchère, Edmond Maire explique : « Pas de surenchère, pour nous, cela signifie ne pas formuler des exigences qui, à nouveau, se trouveraient contrées par les faits. » Pour le Smic, par exemple, « il faudra des étapes... »

Le bureau national de la C.f.d.t., réuni le mardi 12 mai, confirme ces positions. Les priorités syndicales demeurent. La semaine de 35 heures reste, évidemment, une des principales. Pour les cédétistes, elle n'exige pas une négociation nationale tripartite, puisque le nouveau président de la République a lui-même fixé aussi cet objectif. Mais il restera à négocier nationalement les délais et le cadre dans lequel les tranches professionnelles devront entamer les discussions. Les 35 heures, pense-t-on rue Cadet, doivent être une réalité dans tout le pays d'ici cinq ans. Pour le Smic, la C.f.d.t. demande une négociation nationale tripartite (patronat - gouvernement - syndicats) qui permette d'atteindre le chiffre de 3 400 F, valeur avril 1981, en avançant par étapes pour atteindre ce chiffre d'ici trois ans. Première étape : une progression de 10 % au 1er juin. Négociation nationale également pour les droits et les garanties collectives (extension des conventions collectives à toutes les entreprises, possibilité pour le syndicat d'intervenir sur tout ce qui concerne les travailleurs ; bref, négociation dans l'entreprise).

Sans perdre de vue les revendications, la C.f.d.t. entend rester dans le domaine du possible. Devant les trente et un membres du bureau national, Edmond Maire a tenu, mardi, un discours de plus de deux heures que l'on pourrait résumer ainsi : ni démagogie ni surenchère. Il a insisté sur la nécessité de faire durer l'expérience d'un président de la République socialiste, d'acquérir une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, sans laquelle l'action de François Mitterrand serait entravée. Albert Mercier, secrétaire national, résume : « Plutôt que de faire le maximum en un minimum de jours — en tablant sur le fait que la gauche n'est pas pour longtemps au pouvoir — nous faisons le choix inverse. Nous faisons un pari sur sept ans, et non sur un ! »



A la C.g.t. aussi, les choses sont claires. Georges Séguy est apparu sur la deuxième chaine, le lundi 11 mai vers 20 h 30 pour lever toute ambiguité : « Nous n'imposerons aucune exigence précipitée... Tout cela doit prendre son temps normalement... Il faut que tout se déroule dans la meilleure sérénité possible. » Voie choisie : la négociation. « Nous espérons, a déclaré le secrétaire général de la C.g.t., que les problèmes seront résolus de cette façon. »

Dès le dimanche soir, le bureau confédéral avait d'ailleurs rendu public un texte dans ce sens : « En saluant la victoire de la gauche, la C.g.t. réaffirme sa volonté d'apporter sa contribution au succès d'une nouvelle politique de progrès social, de démocratie et de paix... A cet effet, la C.g.t. se déclare prête à participer, à tout moment, à toutes négociations de nature à résoudre les principaux problèmes sociaux qui relèvent de la compétence des organisations syndicales, du gouvernement et du patronat. » Un dirigeant national le confirmait dès mardi, rue Lafayette : oui à la négociation tripartite, avant de commenter la ligne cégétiste : « Nous conserverons notre autonomie tout en nous montrant constructifs vis-à-vis du nouveau pouvoir. Nous serons vigilants, conscients du rapport de force nécessaire pour aider le Pouvoir face au patronat. Nous avons contribué à la victoire. Nous sommes une organisation syndicale dans la mouvance de la majorité et pour l'instant, nous le revendiquons. Tout en restant très syndicaux, en gardant l'esprit critique nécessaire à une organisation qui se veut indépendante des partis et du pouvoir, nous ne voulons pas prendre la responsabilité de laisser s'enflammer des brûlots. Une ligne confirmée par la Commission exécutive du jeudi 14 mai.

Souci de responsabilité, également, à F.o. dont le secrétaire général. André Bergeron, déclare à « l'Unité » : « J'ai toujours considéré qu'il n'y avait pas de démocratie véritable sans alternance. L'événement de dimanche soir a pris une dimension considérable étant donné qu'avec des variantes, le pouvoir en place durait depuis vingt-trois ans. Lors de la réunion du premier mai à Bordeaux, j'ai déclaré que si François Mitterrand était élu, nous ne lui mettrions pas le couteau sous la gorge. Je l'ai dit parce que j'ai conscience de l'énormité de la tâche qui attend le nouveau président de la République. Je sais la gravité de la crise dont les effets continueront à se faire sentir probablement pour longtemps. Dès lundi matin, j'ai fait porter une lettre au domicile de François Mitterrand pour lui demander audience, afin de procéder à un tour d'horizon des problèmes économiques et sociaux actuels. Quels seront les problèmes les plus difficiles dans les mois qui viennent ? Le chômage, l'inflation, et vraisemblablement, le financement de la protection sociale collective. Les mesures qui devront être prises relèvent quelquefois du gouvernement et du patronat, d'autres fois de la négociation collective. S'agissant de celle-ci, nous souhaitons qu'elle conserve une grande place dans les relations professionnelles. Comme par le passé, nous sommes convaincus que tout ce qui peut être résolu par la négociation collective doit l'être. Les socialistes au gouvernement ne font pas peur, étant donné que je suis moi-même membre du P.s. depuis très longtemps. J'ai en effet adhéré aux Jeunesses socialistes en avril 1936. Cela dit, je suis en même temps attaché à l'indépendance syndicale. »



Outre les trois principales centrales ouvrières, de nombreuses organisations ou associations se sont félicité de la victoire, et des perspectives qu'elle ouvrait dans tous les domaines. Le Sne-sup « salue chaleureusement la victoire de François Mitterrand... Il entend soumettre, dans les meilleurs délais, au gouvernement que formera François Mitterrand les revendications les plus urgentes des universitaires, et demander l'ouverture rapide de négociations sur l'ensemble des grands problèmes dont dépend l'avenir des personnels et de tout l'enseignement supérieur. » Dans un tract intitulé « la victoire historique », la Confédération syndicale des familles exprime « la grande joie des familles de travailleurs pour la victoire populaire de François Mitterrand »... dans laquelle elle « voit enfin la possibilité réelle d'une politique familiale de progrès, ouvrant des droits nouveaux aux consommateurs et usagers. »

Quand à André Henry, il ne cache pas sa joie en déclarant à « l'Unité » : « L'élection de François Mitterrand représente une immense espérance de renouveau. La Fen s'honore d'avoir, dès le 26 mars dernier, appelé, non seulement ses adhérents, mais l'ensemble des travailleurs, à refuser la résignation et la division. Elle s'honore également d'avoir, dès le soir du 26 avril, pris position en faveur du candidat de gauche, c'est-à-dire du candidat du changement et du progrès. La Fen se réjouit d'une prise de conscience en profondeur, par de vastes couches de l'opinion publique, du caractère mystificateur du discours de la droite. Cette prise de conscience doit s'amplifier dans les prochaines semaines — et la Fen le souhaite — dans cette perspective, pour que se concrétisent les espoirs nés de cette première victoire de la gauche, que se développe en France un grand élan syndical. La Fen, forte de son unité et de sa cohésion, redira, sur la base de ses mandats syndicaux, que les changements de progrès qu'elle attend, notamment dans la fonction publique et dans le secteur de l'Education et de la formation, passent par l'affirmation des idéaux et des propos qui ont permis la grande victoire du 10 mai. »

Le mot de la fin, celui de l'espoir général, à Edmond Maire qui se réjouissait dimanche soir du futur « redressement du mouvement syndical. Il était temps... car les années 1978 à 1981 resteront une des périodes les plus noires du mouvement syndical français. » ●

CHATEAU-CHINON

Un beau dimanche de pluie

PAR CHRISTINE COTTIN

IL n'y avait ni tambour ni trompette, ce dimanche 10 mai à Château-Chinon. La terre n'a pas tremblé, les cavaliers de l'Apocalypse n'ont pas débarqué. Il n'y a même pas eu, comme dans les livres ou les films historiques, cet enchaînement crescendo de faits qui permet de voir venir « le » grand événement. A faire craquer les amateurs de technicolor, à leur donner envie de crier à l'Histoire : « Remboursez ! »

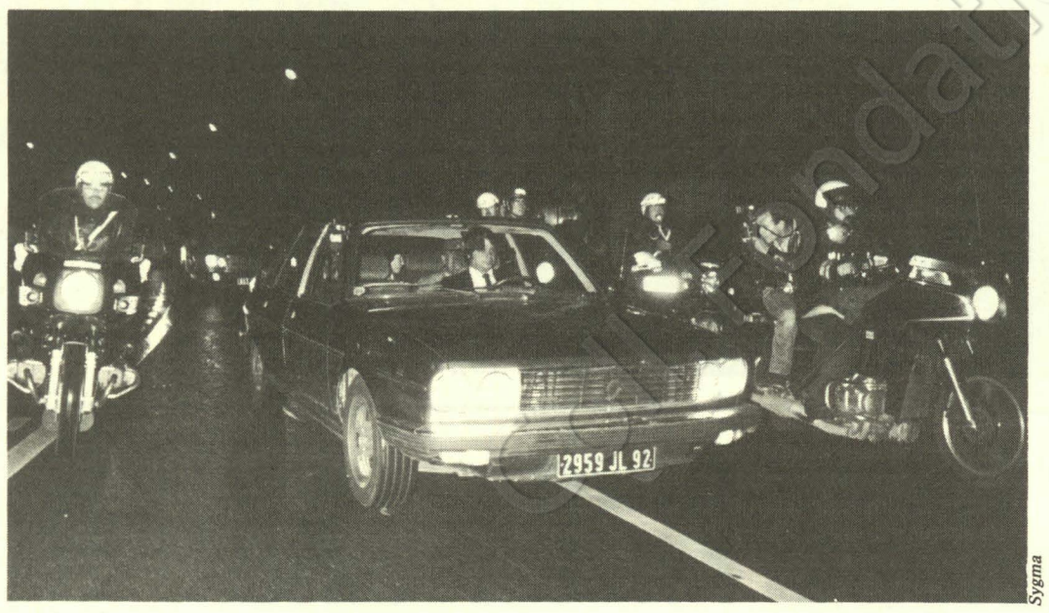
Et pourtant, l'Histoire était bien au rendez-vous de cette journée pluvieuse qui n'en finissait pas de passer sans qu'il se passe quelque chose. Seul fait marquant, guetté par une horde de journalistes, de photographes et de sympathisants : vers douze heures quarante, François et Danièle Mitterrand franchissent, pour voter, le seuil monumental de l'ancien palais de justice transformé en mairie qui, avec ses quatre colonnes massives, en impose dans le style temple grec revu et corrigé à la mode napoléonienne. Une demi-heure plus tard, tout est fini. Dans la foule, le réflexe est général : on regarde sa montre. Sept heures encore avant de connaître les premiers résultats. Chacun sait que ces heures vont compter triple. L'interminable attente commence.

A l'hôtel du Vieux-Morvan où, depuis vingt-trois ans, François Mitterrand trouve une hospitalité chaleureuse, on connaît bien le problème de ces journées d'élection : avant tout, tuer le temps. D'abord avec un déjeuner mitonné aux petits oignons. Dès son retour de la mairie, la cohorte s'attable, les journalistes dans la grande salle au milieu des clients ; le candidat, sa famille et ses amis dans une petite pièce sur le côté, isolée par une très symbolique demi-cloison à claire-voie qui permet, néanmoins, de préserver une parcelle de calme et d'intimité.

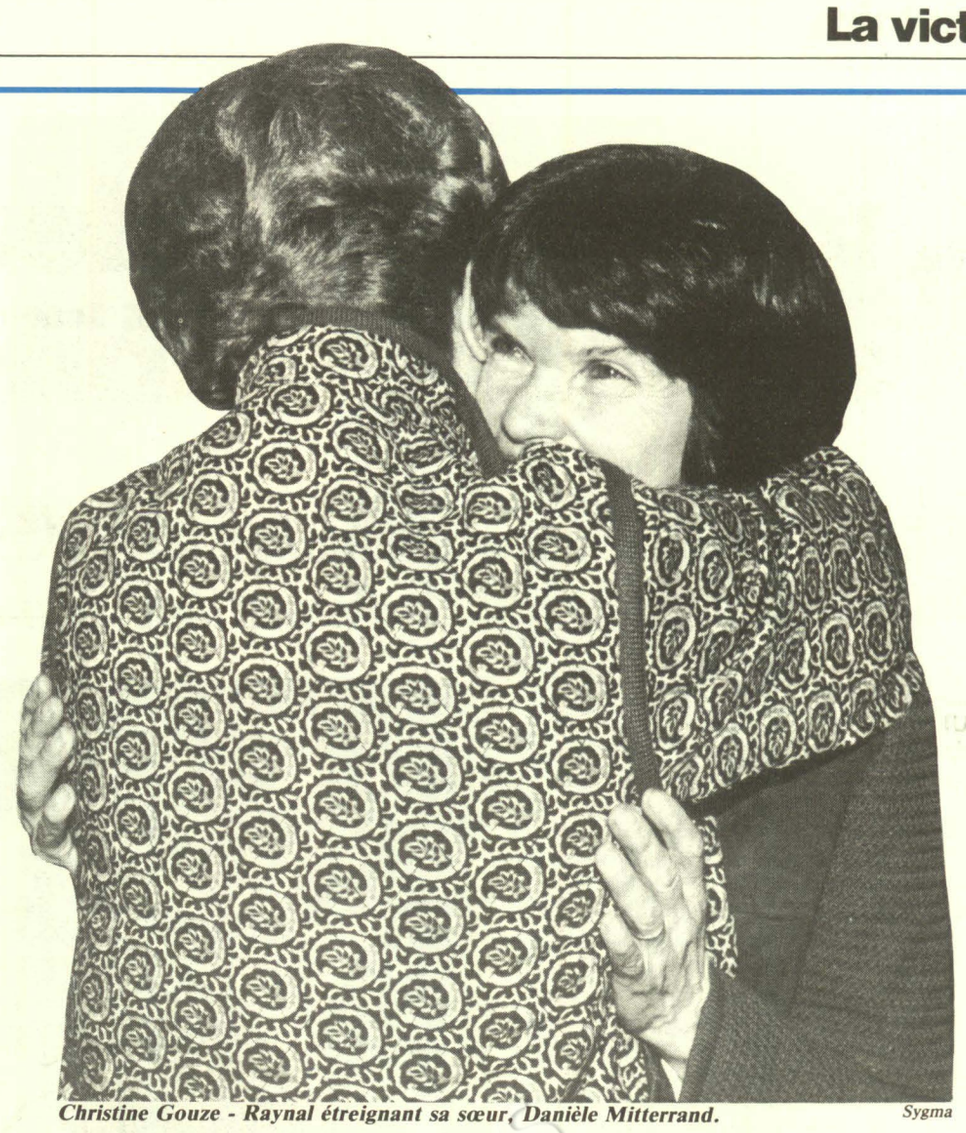
Terrine de foie aux raisins. Arrivée tonitruante et joyeuse du seul personnage définitivement décontracté : Nil, le labrador noir des Mitterrand, babines gaies, truffe humide et fureteuse en quête de gâteries, se taille un franc succès. Pour ce qui est de l'autorité, son maître ne cherche même pas à donner le change : Nil désobéit pour la plus grande joie de tous.

Intermède détendu. Voilà dix minutes que l'inquiétude n'aura pas. Implicitement, une règle est de rigueur : on ne suppute pas sur le résultat. Et quand on parle de l'élection, on garde un ton tranquille. Sur ce terrain, François Mitterrand émerveille ses interlocuteurs. Face à l'importance de l'enjeu, à la proximité de l'échéance, mais d'où sort-il son calme ? Candidat encore pour quelques heures, il plaisante, échange un mot avec chacun, se soucie du bon déroulement du déjeuner pour tous. Danièle n'a rien à lui envier, avec peut-être une touche d'exubérance qu'on ne lui connaît pas, des rires un peu plus éclatants qu'à l'accoutumée...

Avant le dessert, le candidat s'éclipse. Besoin de se retrouver ? De se concentrer ? Ou tout simplement de faire une petite sieste ? On parle beaucoup du match de rugby Béziers-Lourdes et du poste de télévision que Mitterrand a justement fait installer dans sa chambre pour l'occasion.



Sygma



Christine Gouze - Raynal étreignant sa sœur, Danièle Mitterrand. Sygma

En bas, on s'organise pour cette longue après-midi. Ici, on projette une partie de poker. Et on y renonce, le cœur n'y est pas. Là, on opte carrément pour le repos : depuis le début de la campagne, il y a des heures de sommeil à rattraper. De toute façon, pas question de se promener. Il pleut toujours et Château-Chinon s'estompe dans la brume.

Vers dix-sept heures, par courtoisie envers ses invités, François Mitterrand réapparaît. On l'entoure. On essaie d'engager une vraie conversation. Pas facile. En quelques heures, l'inquiétude a fait des ravages chez les journalistes. A les voir consulter leur montre nerveusement, fixer leur attention avec difficulté, on sent bien que pas un n'y échappe. Même s'ils essaient tous, par égard pour le candidat, d'avoir, au moins, l'air calme. Tous les échappatoires sont bons. « Je n'ai pas de chance, constate un journaliste, dépité, chaque fois que je viens dans votre ville, il pleut .» A défaut d'être bouleversante, cette remarque a le mérite d'exister. Mitterrand, déjà en première ligne, saisit la balle au bond et transforme l'essai. Son auditoire, épaté, découvre tous les mystères cachés du climat nivernais.

18 h 32 : Jean Glavany, responsable du cabinet de Mitterrand, saisit le candidat à l'épaule d'une main impérieuse. Trop tard. Danièle Molho du « Point », le visage bouleversé, a fendu la foule en brandissant un méchant petit bout de papier. Dessus, la première estimation Ifop. Entre 52 % et 53 % pour François Mitterrand. « Bien, cela va dans le bon sens », se contente d'affirmer ce dernier qui reprend aussitôt son explication géologico-météorologique. Un sous-sol granitique favorise, paraît-il, l'existence d'une retenue d'eau qui, à la moindre variation de température, se transforme en brouillard ou en verglas. Eberlués, médusés, les journalistes contemplent le phénomène : on lui annonce qu'il vient d'être élu président de la République et il parle de la pluie et du beau temps !

A vingt heures, devant le petit écran, c'est une véritable explosion. Les vitres de la salle du bar tremblent sous l'ovation. Ceux qui ont tenu bon jusque-là se laissent aller à leur émotion. On rit, on pleure, on s'embrasse, sans honte, sans ostentation. Danièle Mitterrand, le visage baigné de larmes, rayonne. Roger Hanin, acteur et beau-frère du nouveau président, pilier souriant de toutes les campagnes, offre soudain un regard fixe de boxeur groggy. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, le visage fendu d'un immense sourire, découvre le sens de l'expression « être cloué au sol ». Tous ceux qui, depuis de longues années, luttent, craignent et espèrent ont la même impression : celle d'avoir reçu le ciel sur la tête. Hommage de la foule qui cerne le Vieux-Morvan. François Mitterrand se retire pour rédiger son message aux Français. 22 h 30, sortie tumultueuse pour la mairie. Le costume de Pierre, l'efficace chauffeur-garde-du-corps du président porte les traces de l'enthousiasme populaire : à chaque épaule, la couture des manches a craqué dans la mêlée.

23 h 15. Un long cortège de voitures se met en route pour Paris. On écoute la radio non-stop. Et on réalise : tout d'un coup, le mot « droite » fait son apparition sur les ondes en même temps que le « nouveau président de la République ».

Venue du fond de la nuit, une voiture de police prend la tête du cortège sur l'autoroute. Un, puis deux, puis trois motards en uniforme viennent compléter l'escorte. Le doute n'est plus possible. L'immense vague de joie qui submerge encore Paris et le siège du parti, rue Solférino, le confirme. Ce 10 mai 1981 est bien une date historique. Le temps du mépris est mort. Vive le temps de l'espoir ! ●

En province, "le jour s'est levé " aussi

PAR PAUL LEDUC

"C'EST une libération. » Ce sentiment d'un quinquagénaire visiblement aux anges est partagé par tous ceux qui s'embrassent autour de lui, ce dimanche soir, sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Mulhouse. Au même instant, des femmes et des hommes, de tous âges et des milieux les plus divers, expriment à travers toute la France la même joie teintée de soulagement. Bien plus que l'inquiétude légitime qui tenaillait les électeurs de gauche, déçus plus souvent qu'à leur tour, la « libération » que ressentent, ce soir-là, des millions de Français s'explique par la chape de plus en plus insupportable que faisait peser un régime réactionnaire et sectaire sur leur existence quotidienne. Giscard était synonyme d'horizon bouché. Le jour se lève.

Tandis que la soirée de dimanche tournait court chez les préfets, toutes les villes de province mais aussi des centaines de villages connaissaient une explosion de joie et de défilés de voitures, klaxons bloqués. A Nantes, Lille, Toulouse, Lyon, Marseille, Mulhouse et dans bien d'autres villes, les militants puis les sympathisants, bientôt suivis par des dizaines puis des centaines de têtes inconnues, se dirigeaient allègrement vers le siège local du P.s. dès l'annonce des premiers résultats. « On avait rempli le frigo avec confiance, explique un responsable fédéral de Mulhouse, mais on a vite été dépassés. Alors on a sauté dans nos voitures et, après un tour de ville en klaxonnant, tout le monde s'est retrouvé sur la place de l'Hôtel-de-Ville. »

Là comme partout, la joie, les rires, les larmes et l'émotion se donnent libre cours. On pense aux parents et amis absents, ceux qui ne sont plus là mais qui auraient tant aimé vivre ce jour avant de disparaître. Et on fête le présent en ces instants de bonheur à l'état brut. Une femme handicapée, qui survit misérablement avec une maigre pension, fond en larmes : « On attendait ce jour depuis tant d'années. » C'est sans doute un des traits marquants de la victoire de François Mitterrand que d'avoir, comme en 1936, en 1944 ou en 1968, révélé aussi fortement l'importance de l'attente populaire. Le goût du changement existait bien, Mitterrand l'a démontré.

L'ampleur de la liesse s'est traduite partout par des fêtes largement improvisées. A Nantes, les élus ont pris la tête d'un défilé qui a fait place à des chants, de la musique et des danses jusqu'à quatre heures du matin. « J'en reviens pas, exultait une jeune louse, les plus enthousiastes ne se sont pas séparés avant cinq heures du matin. A Bordeaux, où François Mitterrand est arrivé en tête avec deux mille cinq cents voix d'avance, des conducteurs de bus avaient couverts leurs véhicules d'affiches du vainqueur. Des policiers ont joyeusement trinqué, là comme ailleurs, avec des groupes enthousiastes qui offraient à boire autour d'eux.

Des milliers de Lyonnais s'étaient rassemblés sur la place Bellecour et place des Terreaux. Dans cette ville où Raymond Barre entend poursuivre sa carrière politique, on a dansé jusqu'à dix heures du matin. « J'en reviens pas, exultait une jeune femme. Maintenant, la majorité, c'est nous ! » Toutes les catégories d'électeurs du nouveau président étaient présentes dans ces rassemblements : socialistes, communistes, extrême gauche, mais aussi des nouveaux venus au peuple de gauche comme éberlués d'avoir franchi le pas et d'être partie prenante d'une telle joie. Motards, homosexuels, immigrés, féministes, par leur présence aux festivités, démontraient quelle attente les minorités placent en Mitterrand. A Grenoble, le Palais des sports était archicomble. En considérant les gens qui s'embrassaient, un socialiste soupira : « Si tous ces gens devenaient militants... » Un vœu en passe d'être, en partie, exaucé. De toutes parts les adhésions affluent. Et les Alsaciens ne sont pas les derniers à rejoindre le P.s. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. ●

Isolée, disait-il...

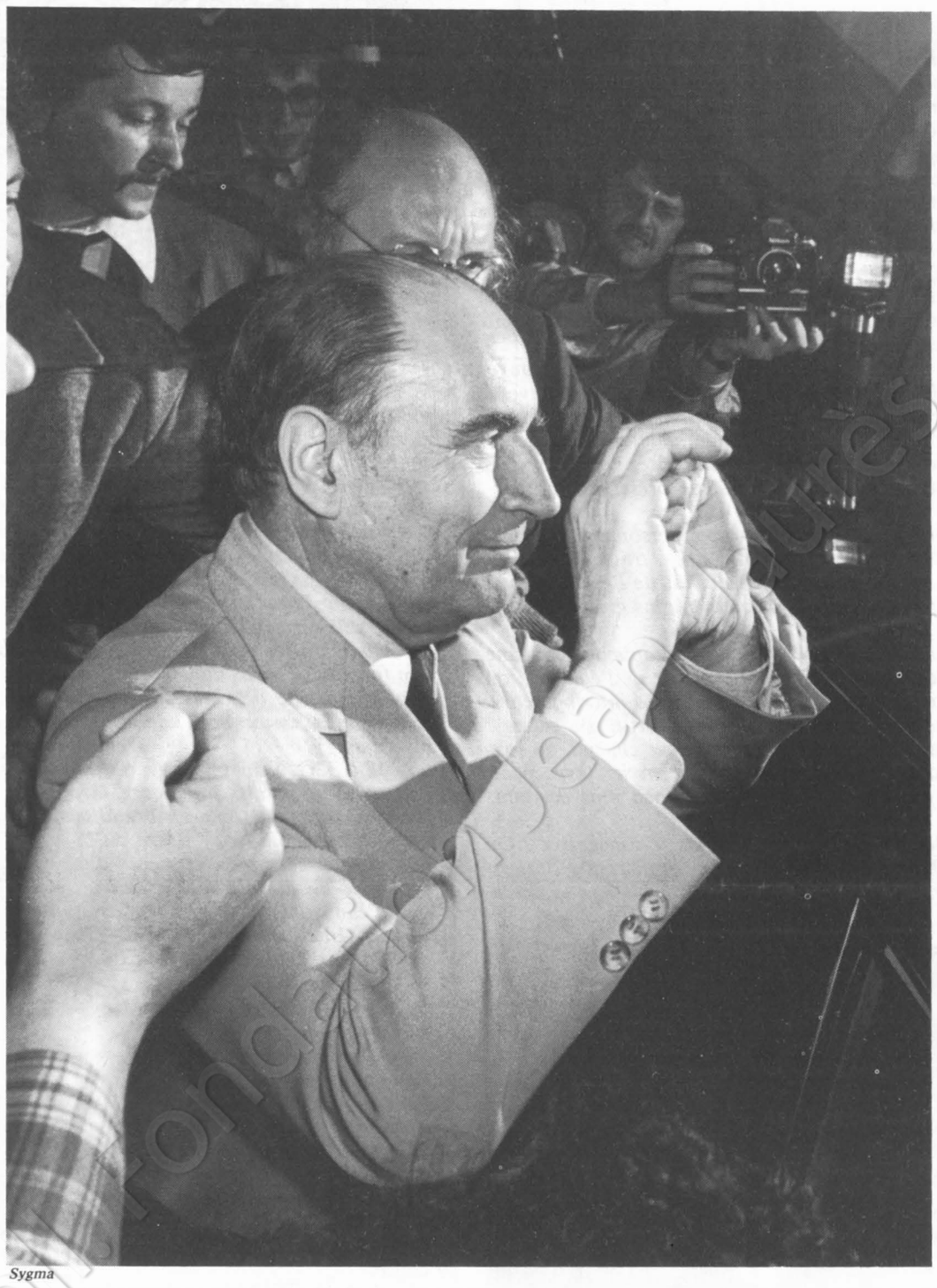
Qui disait, il y a encore une semaine, que l'élection de François Mitterrand conduirait à l'isolement de la France dans le monde?

PAR ANTOINE VIOLET

L'UN des arguments le plus souvent employés par Valéry Giscard d'Estaing durant la campagne électorale était que l'élection de François Mitterrand se traduirait par une rupture des relations internationales de la France et donc par un abaissement de notre pays dans le monde. Là encore, le président sortant s'est trompé ou, plutôt, a voulu tromper les Français. S'il est vrai que la victoire du candidat socialiste a provoqué dans plusieurs pays une assez vive surprise, le réalisme l'a très vite emporté là où ce n'était pas la sympathie préalable qui dictait les premières réactions. Au total, les innombrables messages reçus par le président élu vont bien au-delà des félicitations protocolaires habituelles en pareil cas.

D'abord chez les deux « Grands ». Le président Ronald Reagan, qui a été des tout premiers à féliciter « chaleureusement » François Mitterrand pour son élection, a fait connaître, tout comme le vice-président Bush, qu'il était prêt à travailler avec les nouvelles autorités françaises, une rencontre au niveau le plus élevé étant souhaitée dans les meilleurs délais. Le porte-parole du Département d'Etat a, de son côté, précisé que tout en attendant de connaître la composition du nouveau gouvernement français, l'administration américaine espérait « le développement et le renforcement des relations des Etats-Unis avec la France ».

A Moscou, où le moins qu'on puisse dire est que l'on souhaitait plutôt un nouveau septennat de Giscard d'Estaing, Leonid Brejnev n'a pas non plus tardé à prendre acte de l'élection de François Mitterrand en ajoutant à ses félicitations le message suivant : « Des rapports traditionnels d'amitié et de coopération unissent l'Union soviétique et la France, les peuples de nos deux pays. Nous nous prononçons pour que ces rapports se développent dans tous les domaines, qu'ils demeurent à l'avenir un important facteur de paix. Je formule l'espoir que l'Union soviétique et la France continueront à favoriser la compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest pour réfréner la course aux armements, dans l'intérêt du désarmement, du démantèlement des foyers de guerre, du renforcement de la sécurité en Europe et dans le monde. Je vous adresse mes vœux de succès dans votre activité et mes vœux de bien-être et de prospérité au peuple ami. » Des pays de l'Est sont d'ailleurs parvenus plusieurs messages chaleureux. A Varsovie, où la victoire de François Mitterrand a fait les gros titres de la presse, Stanislaw Kania a voulu retenir comme « particulièrement significatif » le fait « que pour la première fois dans l'histoire de la France un représentant de la gauche ait été élu au suffrage universel à la présidence de la République ». « Je

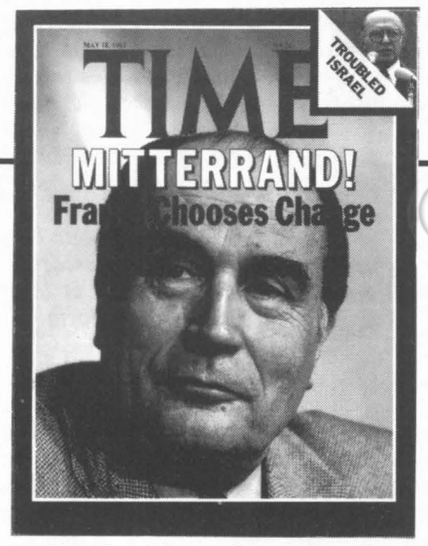


Sygma

Pascal Lebrun



Mario Soarès et sa femme quittant le domicile du président, mardi dernier.



La Une de « Time » de cette semaine.

La victoire de François Mitterrand vue par la presse étrangère

« TIME », l'un des plus importants hebdomadaires américains, paraît en date du 18 mai avec une photo de François Mitterrand à la Une et le titre « Mitterrand ! La France choisit le changement ». « Time », foncièrement conservateur, aurait sans doute préféré la victoire de la droite, mais ces considérations ne l'empêchent pas de consacrer à ce qu'il considère comme un tournant considérable de l'histoire de France une « coverstory » de six pages au président élu, expliquant la très nette victoire de François Mitterrand par la vague de sentiment anti-Giscard qui a submergé les Français et aussi par des motivations plus profondes. « A la place de la compétence technocratique et glacée de son prédécesseur, Mitterrand offre l'image romantique et un peu brumeuse d'une société française plus humaine et plus juste. C'est peut-être bien ce dont le pays avait besoin, un sentiment de renouveau, même flou. »

Dans son éditorial du 12 mai, le « Herald Tribune » écrit : « François Mitterrand a remporté une étonnante victoire... ou Valéry Giscard d'Estaing a subi une étonnante défaite. » Après des considérations sur les raisons de la défaite de l'un — chômage, autoritarisme et odeurs de scandale — le quotidien américain décrit tranquillement les choix possibles du président élu : « Avec sagesse, il essaiera d'apporter des changements majeurs dans la politique économique et sociale, mais avec deux exceptions : politique étrangère et défense nationale resteront relativement inchangées. »

Charles Hargrove, correspondant du « Times » de Londres à Paris et auteur d'un essai sur Giscard d'Estaing, écrit dans l'édition du 11 mai sous le titre « La France vire à gauche avec la victoire de François Mitterrand » : « Cette élection est plus qu'un tournant politique dans l'histoire de la Ve République. Elle aura une énorme répercussion en France et à l'étranger. Pour la première fois depuis le Front populaire en 1936, la gauche détient un pouvoir indivisible dans ce pays. »

Bien qu'un peu effrayé à cette perspective, M. Hargrove, très « fair play », trace un portrait courtois du président élu : « Il faut des nerfs d'acier et un espoir chevillé au cœur dans la victoire du socialisme pour porter par trois fois ses couleurs lors d'élections présidentielles comme il l'a fait (...). L'image de l'homme tranquille qu'il cultive soigneusement sert un dessein politique. Comme il sentait grandir le nombre de ses supporters après le premier tour, il voulut apparaître comme étant plus et autre chose que le candidat des socialistes ou même comme celui des forces populaires mais devenir l'unificateur de tous les Français, de presque tous les Français qui voulaient le changement, cela dans la tradition du général de Gaulle. »

En Italie, tous les quotidiens de lundi ont consacré des titres de huit colonnes à l'élection de François Mitterrand, présentée comme un « tournant historique » par le « Corriere della sera » qui, après avoir souligné les erreurs et les abus de propagande commis par Valéry Giscard d'Estaing, écrit : « Depuis 1936, la gauche ne l'avait plus emporté. Après la France de Léon Blum apparaît aujourd'hui la France de Mitterrand. Sera-t-elle semblable à celle du Front populaire ? La réponse viendra avec les prochaines élections législatives. Giscard s'est efforcé de présenter Mitterrand comme porteur du collectivisme marxiste, du chaos, du déclin. Mais on ne saurait oublier qu'entre maintenant à l'Elysée un socialiste spécial, moins parlementariste que Blum, moins gestionnaire qu'Harold Wilson, certainement a-marxiste. L'homme qui lui ressemble le plus dans l'Internationale socialiste est Willy Brandt. Son programme de nationalisation concerne seulement quelques multinationales et secteurs stratégiques. La rupture de 1977 avec les communistes pour n'avoir pas voulu céder sur les frontières qui existent entre le communisme et le socialisme démocratique plaident en sa faveur. »

Tandis que « la Stampa » souligne que Giscard a payé entre autres choses « un exercice trop personnel du pouvoir, l'erreur présomptueuse de croire qu'il était encore un des grands de ce monde et un comportement douteux dans l'affaire des diamants de Bokassa », « l'Unita » traduit la satisfaction des communistes italiens en publiant la déclaration d'Enrico Berlinguer qui « salue avec des sentiments de profonde satisfaction la victoire électorale de François Mitterrand » et ajoute : « La défaite de la droite et l'élection du camarade Mitterrand avec l'appui des suffrages communistes vont donner un élan nouveau à la lutte des forces de gauche et démocratiques qui poursuivent en Italie et dans tous les pays d'Europe occidentale l'objectif d'un véritable changement économique et social. Nous formons des vœux pour que dans cette lutte les travailleurs et les masses populaires et leurs partis sachent trouver les chemins de l'entente nécessaire. »

voudrais souligner, ajoute le Premier secrétaire du Parti ouvrier polonais, que la Pologne attache et continuera d'attacher une grande importance au développement permanent, dans tous les domaines, de la coopération franco-polonaise. Cette coopération constitue un élément durable de nos relations et revêt une grande importance pour la stabilité et la sécurité en Europe, et l'instauration d'un climat positif dans les relations internationales et le développement du dialogue Est-Ouest. » Chaleureuse appréciation prolongée par celle d'un des dirigeants de Solidarité, M. Geremek, qui a déclaré à notre ami Claude Gault : « La France est vraiment un grand pays. »

Même tonalité dans les messages de félicitations des présidents tchécoslovaque, hongrois, est-allemand, tandis que le président roumain Nicolas Ceaucescu, qui connaît bien François Mitterrand, soulignait que son élection est « une victoire historique des forces politiques de gauche et démocratiques en France ».

En Europe occidentale, où l'élection de François Mitterrand a été pour beaucoup une surprise, elle a été accueillie généralement de façon positive. Le chancelier Schmidt qui a exprimé le souhait d'une prochaine rencontre avec le président français a également insisté sur son désir de poursuivre avec lui la collaboration étroite entre Paris et Bonn. A Madrid, l'unanimité s'est faite du roi Juan Carlos à Santiago Carrillo pour saluer la victoire de François Mitterrand. A Londres, dans l'entourage de Margaret Thatcher, on n'hésitait pas à laisser entendre que le départ de Giscard d'Estaing ne pourrait que conduire à une amélioration des relations franco-britanniques qui n'étaient guère au beau fixe ces dernières années. Quant aux dirigeants travaillistes, ils ont exprimé leur très vive satisfaction de voir un socialiste porté à la présidence de la République française.

Ce sentiment a d'ailleurs été exprimé dès le lendemain de l'élection par l'ensemble des dirigeants socialistes européens, notamment Olof Palme, Bettino Craxi, Felipe Gonzalez et Mario Soarez qui, à peine sorti victorieux du congrès du P.s. portugais, est venu féliciter personnellement François Mitterrand. De son côté, le président portugais Eanes a annoncé son intention d'assister à Paris à l'installation officielle du nouveau président français de même que les chanceliers Schmidt et Kreisky et le président italien Sandro Pertini.

De même le Premier ministre japonais Zenko Suziki a indiqué qu'il serait heureux de rencontrer François Mitterrand « pour un cordial échange de vues » lors de son prochain voyage en Europe occidentale. A l'inverse, Pierre Eliott Trudeau a invité le nouveau président français à se rendre prochainement en visite officielle au Canada à l'issue du sommet économique des pays industrialisés qui doit se tenir en juillet à Ottawa.

Attitude admirable à l'égard du tiers monde

En Amérique latine, l'élection de François Mitterrand a été accueillie avec une vive satisfaction par tous les partis et mouvements progressistes déjà liés directement ou indirectement à l'Internationale socialiste. Au Nicaragua, le ministre des Affaires étrangères, le père Miguel d'Escoto, a estimé que l'arrivée au pouvoir en France d'un président de gauche aurait « une influence importante » sur la situation politique en Amérique centrale, notamment au Nicaragua et au Salvador. Pour sa part, Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire du Salvador (F.r.d./Opposition) a estimé que cette élection « ouvre une période favorable aux forces du progrès social et de la démocratie en Europe qui aura des répercussions en Amérique latine ». Au Costa Rica, le président Rodrigo Carazo a exprimé sa « profonde satisfaction » tandis que le président mexicain José Lopez Portillo a souhaité que le nouveau septennat soit « l'occasion d'une rénovation ».

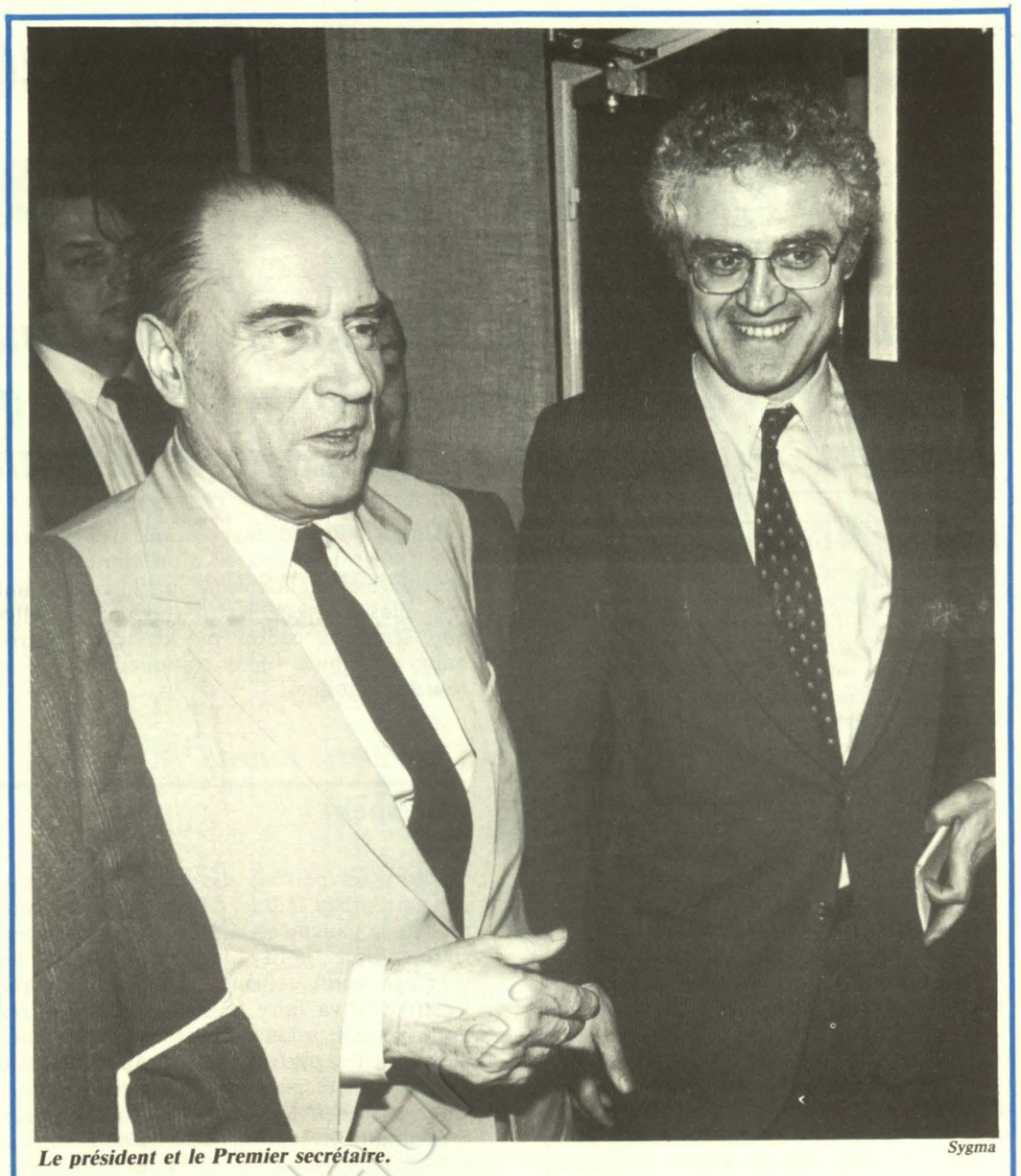
Au Proche-Orient, la victoire de François Mitterrand a été saluée chaleureusement en Israël tant par le Premier ministre Menahem Begin que par le leader du Parti travailliste Shimon Peres qui a rappelé la solidarité qui unit ses amis aux socialistes français. Si les premiers commentaires ont été plus réservés dans les pays arabes, ils n'ont eu nulle part le caractère hostile auquel certains paraissaient s'attendre. Au Caire, tandis que le président Sadate félicitait François Mitterrand pour « la grande confiance que le peuple français a mis en sa personne », le quotidien « Al Ahram » a affirmé que « le monde attend du nouveau président des attitudes en faveur de la paix et de la stabilité au Proche-Orient » et a souligné « son attitude admirable » à l'égard du tiers monde dans le cadre de l'Internationale socialiste.

De son côté, dans son message de félicitations, le président syrien Hafez al Assad estime que la France, « grâce à sa place prestigieuse au sein de la communauté européenne, est capable de soutenir le droit des peuples à parvenir à la liberté, la justice, l'égalité et à décider de leur sort. Je souhaite, conclut-il, que la France accomplisse le rôle prescrit par les préceptes de la Révolution française ». Et il faut réserver une place particulière au message de « vives félicitations » adressé par le président algérien Chadli Bendjedid qui se déclare « convaincu que le renforcement de la confiance et de la compréhension entre l'Algérie et la France contribuera à l'instauration d'un climat de paix et de sécurité pour tous les peuples de la région et concourra à l'établissement d'une coopération internationale pour un monde plus juste et plus solidaire ».

En Afrique, enfin, l'élection de François Mitterrand a réjoui de nombreux chefs d'Etat. Le président ivoirien a souhaité que son arrivée au pouvoir « contribue à mettre fin à la désastreuse mainmise des spéculateurs et des monopoles sur les relations économiques entre les pays nantis et les autres ». De son côté, le président sénégalais Abdou Diouf s'est déclaré convaincu qu'avec la présidence de François Mitterrand les relations franco-sénégalaises « allaient connaître un nouvel élan » ; dans une déclaration à « l'Unité », rendant hommage « au courage, à l'intelligence et à la détermination de François Mitterrand », il présente son élection comme « un renouveau non seulement pour le peuple ami de la France mais aussi pour les relations internationales où la paix et la justice doivent prévaloir ».

Qui disait, il y a encore une semaine, que l'élection de François Mitterrand conduirait à l'isolement de la France dans le monde ? ●





Le président et le Premier secrétaire. Sygma

Ce qui va se passer d'ici au 28 juin

PAR ANTOINE VIOLET

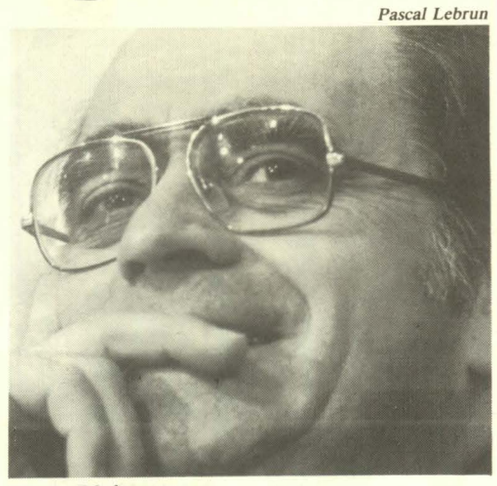
INSTALLE depuis mardi au deuxième étage du 6 rue de Solférino, séparé du siège du P.s. par la rue de Lille, Pierre Bérégovoy dirige ce qu'il est convenu d'appeler l'« antenne présidentielle », mise en place en attendant l'installation officielle de François Mitterrand à l'Elysée prévue pour le 25 mai.

C'est cette « antenne », qui comprend aussi Jacques Attali et les autres membres du cabinet du candidat socialiste pendant la campagne électorale (Paulette Decraene, Nathalie Duhamel, Jean Glavany et Michel Vauzelle), qui est chargée d'assurer les contacts nécessaires et de répondre à tous les problèmes qui peuvent se poser durant cette curieuse période d'interrègne où le président battu est encore en fonction — il a présidé mercredi un conseil des ministres — tandis que le président élu n'est pas encore investi. Situation inédite puisqu'en 1965 le général de Gaulle s'était succédé à lui-même et qu'en 1969, après son départ, comme en 1974 après la mort de Georges Pompidou, l'intérim de la présidence avait été assuré par Alain Poher.

François Mitterrand, quant à lui, travaille depuis le début de la semaine à son domicile, rue de Bièvre, dont il n'est que fort peu sorti, notamment lundi matin pour aller se recueillir, avec un groupe d'amis, sur la tombe de Georges Dayan, au cimetière Montparnasse, et mercredi après-midi pour rencontrer l'ensemble des parlementaires socialistes dans un grand hôtel parisien. Entre-temps, il aura reçu individuellement ou par groupes beaucoup de ceux qui vont être appelés à jouer un rôle soit au cabinet de l'Elysée, soit au gouvernement qui sera constitué aussitôt après la passation de pouvoirs. Sur les noms de ceux qui vont ainsi exercer d'importantes fonctions, les journalistes se sont livrés toute la semaine au jeu classique des pronostics et des supputations. Peine perdue, François Mitterrand ayant fait savoir dès mardi qu'il ne ferait aucune déclaration avant la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle et qu'il continuerait d'observer la réserve qui s'impose jusqu'à son installation à l'Elysée, à la date fixée par le Conseil constitutionnel.

Au demeurant, si le calendrier détaillé de l'action des nouveaux pouvoirs ne peut encore être établi, les grandes lignes en sont connues puisqu'elles sont conformes à ce que François Mitterrand avait annoncé alors qu'il n'était encore que candidat. Aussitôt après son arrivée à l'Elysée, le nouveau président désignera le Premier ministre et procédera à la dissolution de l'Assemblée nationale élue en mars 1978. Le nouveau gouvernement sera chargé d'organiser les élections législatives qui se dérouleront sans modification du mode de scrutin et pour lesquelles ont été retenues les dates des 21 et 28 juin.

Pascal Lebrun



Pierre Bérégovoy.

Ce nouveau gouvernement, dont il faut répéter qu'il sera le gouvernement de la République, habilité, comme le stipule l'article 37 de la Constitution, à agir dans tout ce qui appartient au domaine réglementaire, prendra très rapidement, dans le domaine social en particulier, un certain nombre de décisions telles que le relèvement du salaire minimum et des revenus des catégories les plus modestes, ainsi que de premières mesures pour une relance de la croissance économique et pour inverser la tendance en matière d'emploi.

Parallèlement, le nouveau président, qui aura confié à un groupe d'experts le soin d'établir un état précis de l'économie française, recevra, comme il s'y est engagé, les dirigeants des grandes organisations syndicales, patronales et professionnelles — dont la plupart lui ont déjà demandé audience — pour examiner avec eux les modalités des futures négociations sociales et, suivant l'expression de Jacques Delors, donner l'impulsion à un vaste dialogue qui sera ensuite relayé par le futur gouvernement. ●

"Boire un petit coup" contre le grand air de la calomnie

Lundi matin, au bureau, à l'usine, sur le chantier, "on a fêté ça", heureux et goguenards devant la mine allongée de ceux qui n'avaient pas hésité, les jours précédents, à manier menaces et calomnies

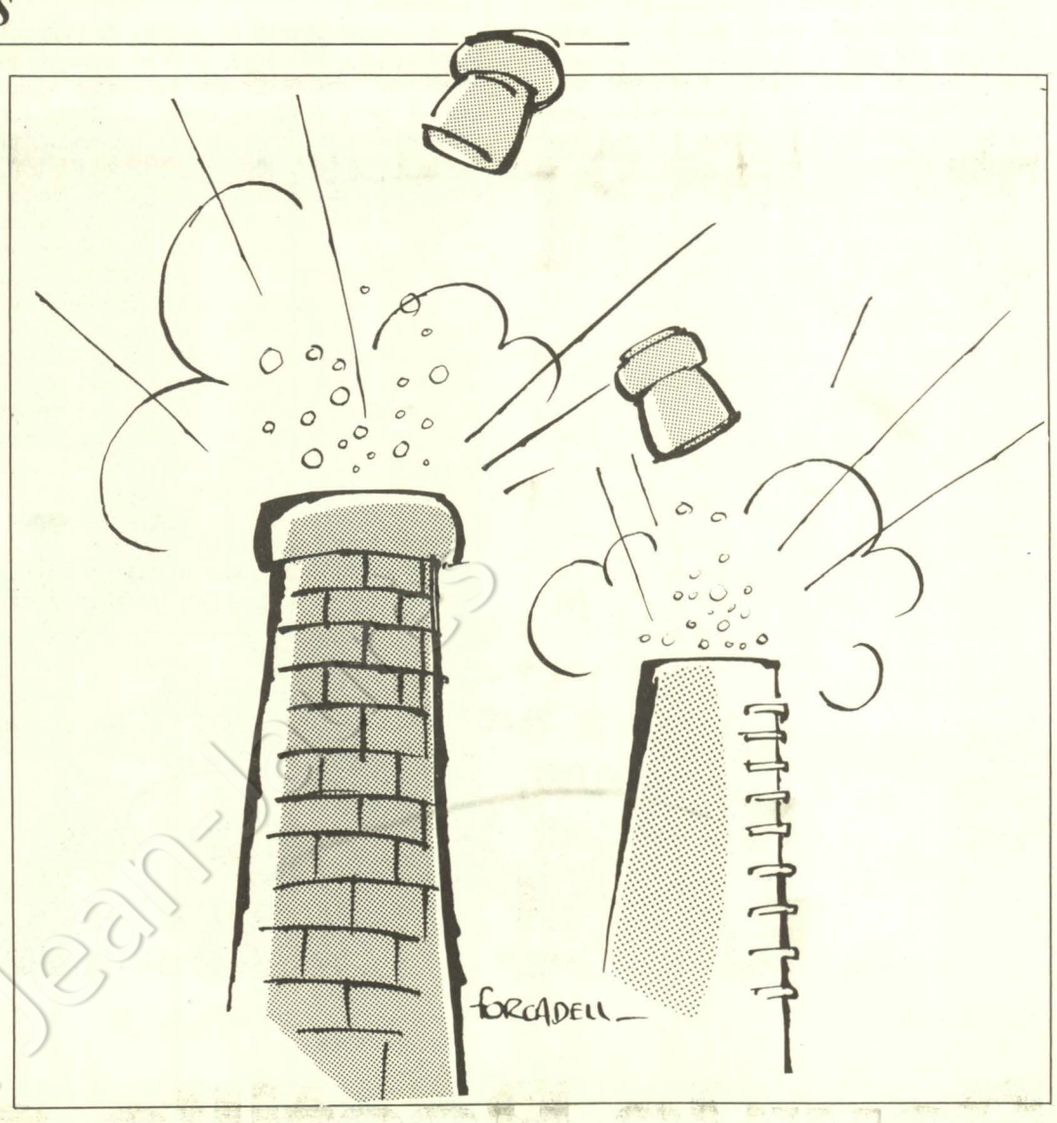
PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

ENFIN, un lundi qui ne faisait pas grise mine ! Dans les bureaux, les usines, les entrepôts, il y avait de la joie dans l'air ce lundi-là. Certes tout le monde a repris le travail, comme « avant »... mais avec l'espoir en plus. Un peu partout des pots ont été organisés pour « fêter ça », des collègues se sont cotisés pour sabler le champagne et les commentaires joyeux allaient bon train. Au service d'information et de diffusion — administration qui a réalisé à la demande de Matignon les fameux « bilans du septennat »... — le directeur arborait un visage renfrogné mais certains se laissaient aller à siffloter gaiement l'Internationale dans les couloirs ! Pas revanchard le peuple de gauche mais simplement libéré d'une lourde chape... D'autant que le climat d'un bon nombre d'entreprises et même d'administrations s'était nettement dégradé à la veille de l'élection présidentielle. Des pressions directes ont même été exercées par le patronat pour inciter le personnel à voter Giscard.

Une gamme d'intervention très diversifiée : du simple conseil d'un ami qui-vous-veut-du-bien à la mise à pied, en passant par l'insinuation, les lettres personnelles adressées aux cadres ou les tracts patronaux distribués démocratiquement (!) à tout le personnel.

L'artillerie lourde, carrément

Parmi les patrons des petites et moyennes entreprises inquiets de la venue au pouvoir de la gauche on a plutôt manié la pression morale. « Si Mitterrand passe, les charges vont tellement augmenter que l'entreprise va faire faillite et vous perdrez votre emploi. » Un argument glissé de bouche à oreille, parfois explicite, parfois juste suggéré. Juste assez pour semer le doute. Chez Lambert-Rivière à Bagnolet (deux cent trente personnes) un militant syndical a surpris le patron en train de faire systématiquement la tournée des bureaux pour expliquer : « Si Mitterrand passe, c'est le chômage. »





Des entreprises plus importantes ont carrément fait donner l'artillerie lourde. Le p.-d.g. de la société Elis à Puteaux a envoyé une lettre personnelle aux cadres. Deux pages d'argumentation. Voici un extrait de cette littérature : « Si votre statut théorique n'est pas directement menacé pour l'instant par le programme socialiste, c'est votre statut de fait qui est mis en cause par le doublement de la hiérarchie de l'entreprise par celle des représentants du personnel. » Et encore : « M. Marchais ne roule pas gratuitement, il est le taxi de M. Mitterrand vers la démocratie des pays de l'Est... »

A l'usine P.c.u.k. de Villers-Saint-Paul dans l'Oise, le p.-d.g. en visite a profité du rassemblement d'une large délégation du personnel pour exprimer ses vœux : la meilleure solution pour éviter des licenciements est le rachat de l'entreprise par la société américaine Oxy Petroleum. Donc, il faut voter Giscard, C.q.f.d. Chez Citroën, les cadres C.f.t. ont été réquisitionnés pour occuper le siège et l'usine de Saint-Ouen dimanche et dans la nuit de dimanche à lundi.

Le groupe Dassault a usé d'une panoplie sélective. A chacun selon son rang... Lettre personnelle adressée au domicile de mille deux cents cadres. Artillerie lourde pour le « petit » personnel : les intérimaires ont été avertis vendredi 8 mai que leur contrat était cassé... et qu'ils seraient convoqués individuellement lundi 11 pour être réintégrés ou pas ! Sur intervention syndicale ils ont tous été réintégrés lundi jusqu'à la date normale d'expiration des contrats. Quant à Jacques Maisonrouge, le p.-d.g. d'I.b.m., il a donné des consignes interdisant à ses cadres toute prise de position publique... ce qui ne l'a pas empêché lui-même d'être membre du comité de soutien à Giscard d'Estaing !

Pressions et répressions en tous genres

Ailleurs ce sont des militants syndicaux qui ont fait l'objet d'une répression directe. A la société 3.M France installée à Cergy-Pontoise, des militants C.f.d.t. ont été mis à pied pour trois jours. Motif : ils avaient distribué un tract appelant à voter François Mitterrand. Le siège social de l'entreprise avait été inauguré par Michel Poniatowski... Le secteur bancaire s'est également illustré. Au Crédit commercial de France à Paris un militant C.g.t., lui aussi, a été mis à pied vendredi pour avoir distribué un tract en faveur de François Mitterrand. Et le soir même, la direction du C.c.f. procédait à une distribution de tracts pour Giscard. Et c'est Jean-Jacques Levê-

Ils n'ont pas voté comme nous !

AU lendemain de la victoire de François Mitterrand, quelles sont les réactions de ceux qui n'ont pas voté pour lui ? Pour le savoir, « l'Unité » a procédé à un « sondage express ». Sans prétendre à une quelconque représentativité. Il y a là à boire et à manger. A rire et à pleurer. Mais nous leur avons donné la parole... nous !

• DANIELLE B., SECRETAIRE, 30 ANS, PARIS.

« J'ai eu la trouille. Mais finalement je crois que j'ai eu tort. Un président de la République socialiste cela ne veut pas dire la révolution. »

• MICHEL G., PHARMACIEN; 38 ANS, AVIGNON.

« Je ne croyais pas à la victoire de Mitterrand. Je pensais qu'au dernier moment il y aurait comme d'habitude le réflexe de peur... Ma réaction ? Je vais observer avec curiosité les événements politiques. Professionnellement, je pense que ma situation va se dégrader. Les paperasses, la bureaucratie, c'était déjà lourd avec Giscard, ça sera encore pire. »

• JOEL D., CADRE SUPERIEUR DANS UNE BANQUE PRIVEE, 55 ANS, RENNES.

« J'ai voté Chirac au premier tour. Giscard au second. Mais je suis bien content qu'il ait pris une culotte. Il était devenu vraiment insupportable. Enfin on va voir de nouvelles têtes... Personnellement, je suis plutôt gagnant. Je vais devenir fonctionnaire, je pourrai me croiser les bras. Et l'âge de la retraite va être avancé. Mais je pense que la situation économique va se dégrader. Pourtant sur le plan humain, je préfère Mitterrand. Dans les usines de nos clients, c'est l'euphorie parmi le personnel. Mais sans aucune agressivité. Après tout il y a déjà eu en France des présidents de la République socialistes. Il faudra faire avec ! »

• MADELEINE S., 70 ANS, RETRAITEE, LE PUY.

« Moi ce serait plutôt Maurras. Je n'ai pas voté. Mais je suis ravie que Giscard soit battu ! »

• GUY P., 32 ANS, AMBULANCIER, MONTPELLIER.

« J'ai peur. Les communistes vont peut-être nous prendre notre résidence secondaire. Ils vont fermer les écoles privées ! »

• GERARD L., 40 ANS, PROFESSEUR DE YOGA. PARIS.

« Quand je suis sorti du cinéma aux Champs-Elysées dimanche soir, j'ai tout de suite compris en voyant les gens. Je ne vais tout de même pas descendre dans la rue avec un fusil de chasse. Je ne pleure pas sur Giscard, au contraire. Mais je voterai pour le R.p.r. aux législatives. » ●

(Propos recueillis — et non censurés — par Marie-José Bernardot.)

que, p.-d.g. du même C.e.f., qui crut devoir dépenser plusieurs millions de francs pour orchestrer une énorme campagne de publicité anti-Mitterrand dans la plupart des grands journaux.

Au Crédit du Nord à Paris, la direction a elle aussi distribué vendredi soir un libelle intitulé « le vrai programme socialiste », chiffré à 200 milliards de francs ! Dans les administrations, certains membres de la hiérarchie se sont parfois livrés à des pressions plus ou moins feutrées. Sans craindre, contre toute vraisemblance, d'agiter le risque du chômage ! Ainsi, dans certaines préfectures le projet socialiste de transfert des pouvoirs du préfet au président de l'assemblée départementale élue a été présenté comme l'équation suppression du préfet = suppression des emplois de la préfecture !...

Dans certains services dépendant du Premier ministre, « on » aurait glissé à des secrétaires vacataires : « Attention, si Mitterrand passe, votre emploi saute... »

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose... Bien sûr, ces pressions, ces répressions n'ont pas été la règle générale. Bien sûr, cela n'a pas empêché la très grande majorité des salariés de voter selon leurs idées et leurs intérêts. Mais il reste ici et là, surtout parmi le personnel des P.m.e. et parmi certains vacataires des administrations, une certaine inquiétude — les menaces vont-elles se réaliser ? — même si partout l'ambiance est au contraire à la confiance et au soulagement... ●



Viva

IMMIGRES

Pour la Bastille en passant par Barbès

PAR EMMANUELE PLAS

« C'EST pas possible ce qu'on est heureux ! » disaient à tous ceux qui voulaient l'entendre deux travailleurs sénégalais. Avec des sourires et des rires. Cela se passait, à Lyon, dimanche soir 10 mai. La place Bellecourt était en fête. Et ceux qui n'avaient pas eu le droit d'ajouter leurs voix à celles des quinze millions des Français qui venaient de porter François Mitterrand à l'Elysée étaient venus participer à la fête. A Lyon, comme à Paris, comme à Châlons, comme à Toulouse et comme ailleurs partout en France c'était aussi leur fête.

A Lyon tout au long du mois d'avril le père Christian Delorme, le pasteur Jean Costil et Amid, un jeune Algérien, avaient mené une grève de la faim afin que cessent les expulsions de jeunes immigrés nés en France ou qui y ont vécu plus de la moitié de leur vie. Ils avaient obtenu de Bonnet la promesse qu'il sursoierait aux expulsions pendant trois mois. Mais rien n'était réglé et les immigrés savaient bien que seule l'élection de François Mitterrand leur assurerait le droit au travail, le droit au logement, le droit de vivre. Dimanche soir les jeunes immigrés étaient descendus de Gerland et des autres faubourgs. Ils criaient avec les Français : « Non aux expulsions - Giscard extradition » et aussi, bien sûr, « Français immigrés solidarité ». Les cafés de la place Bellecourt étaient bondés : « Des Français et des immigrés, tout le monde ensemble. Je n'avais jamais vu ça, assure un témoin. »

Aïcha, 28 ans, est professeur d'arabe en classe de sixième dans les C.e.s. de Givors et de Vénissieux : « Avant le 10 mai, les rumeurs les plus alarmistes couraient parmi mes élèves. Ils disaient que tous les immigrés de moins de vingt-cinq ans seraient renvoyés hors de France. Lundi, les enfants étaient rassurés, c'était la joie, je n'ai pas pu faire un véritable cours, on a discuté. »

Et il y a aussi des enfants qui n'osent « y » croire encore et qui se renseignent comme ces huit élèves de Cm2 d'une école de Libercourt (Pas-de-Calais). Ils ont adressé, le 11 mai, une lettre au journal « Sans frontières » : « Nous sommes immigrés algériens et marocains. Nous voudrions savoir si Monsieur Mitterrand va nous expulser car nous avons peur de partir. »

Deux balayeurs africains à Châlons-sur-Marne

A Paris. « J'étais devant la télévision avec des camarades marocains, dit Kamal Belarbi, journaliste à « Sans frontières ». Quand Cavada a annoncé la nouvelle je savais immédiatement que tout allait changer. J'ai pensé que je pourrais aller voir ma femme à Marseille car je suis interdit de séjour dans six départements du Midi à cause de mes activités militantes. Et puis on est parti à la Bastille, en passant par Barbès pour prendre un camarade tunisien. Sur le boulevard on a rencontré deux Africains : « Il n'y aura plus de contrôle dans le métro », nous ont-ils dit. On s'est embrassé. Au Mac Donald de Barbès, les consommateurs, des immigrés, faisaient le V de la victoire à l'adresse des automobilistes qui klaxonnaient leur joie.

Image d'Epinal — ou presque puisque cela se passait à Châlons-sur-Marne — deux balayeurs africains sont appuyés sur leurs balais. On est près du stade de la ville et il est vingt heures et quelques minutes, dimanche 10 mai. Mais les balayeurs ont l'oreille collée à un transistor et la plus grande attention se lit sur leurs visages. Un jeune homme s'approche et demande quels sont les résultats. Les deux Africains scandent alors ensemble en agitant balais et transistor : « C'est Mitterrand, c'est Mitterrand ! »

Joie collective, joie individuelle et espoir. Un espoir partagé par les associations de solidarité aux travailleurs immigrés et des associations d'immigrés. La M.t.i. (Maison des travailleurs immigrés) à Paris, qui regroupe plusieurs associations, a adressé un télégramme de félicitations au nouveau président. De nombreuses autres associations aussi. La F.a.s.t.i. (Fédération des associations de solidarité aux travailleurs immigrés) a publié un communiqué : « La F.a.s.t.i. se réjouit de la victoire de François Mitterrand et espère que les luttes pour la défense des droits des immigrés déboucheront maintenant sur une amélioration sensible de leur condition et le développement de la solidarité entre les travailleurs. » A la Cimade (service œcuménique d'entraide) on ne cache pas son espoir : « Enfin ce Comité de négociation instauré après la grève de Lyon par Bonnet et auquel nous participions pourra travailler. »

Christian Delorme et Jean Costil ont adressé eux aussi un télégramme de félicitations au nouveau président. Dans un communiqué ils notent que « le résultat des élections aurait été différent, une grande dépression collective se serait très certainement abattue sur les fils et les filles d'immigrés. Aujourd'hui l'espoir va pouvoir revivre chez eux ». ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

La victoire de François Mitterrand offre à la gauche et au Parti socialiste en particulier des perspectives entièrement nouvelles. Dans la période qui s'ouvre, la voix des socialistes doit se faire entendre avec force, résolution et efficacité. Le rôle de « l'Unité » devient donc encore plus important et c'est pourquoi nous appelons les militants et les sympathisants socialistes à se mobiliser pour nous adresser de nouveaux abonnements. Aux abonnés arrivés à échéance nous demandons, bien sûr, de se réabonner sans tarder pour ne pas être privés de leur journal.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

• abonnement d'un an (200 F) ○

• abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »
Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Y'a d'la joie

Ce dimanche 10 mai, à 20 h, nous étions tous des fous chantants...

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

UN grand vent frais a pénétré chez nous, s'est engouffré dans nos rues. Une pluie généreuse s'est abattue sur nous comme pour fertiliser la moisson qui levait soudain. On a dansé, chanté, lâché des ballons, distribué des fleurs, essuyé des larmes, embrassé des inconnu(e)s. On a vécu une grande tempête de fraternité. On n'est pas prêt d'oublier. On est bien décidé à recommencer, à continuer. On n'est pas fait pour l'éphémère. On n'est pas seulement de passage. Désormais, on appartient au paysage. « Jeunesse engendre jeunesse » disait le poète Eluard. « On ouvre/ On ouvre sur la vie/ la solidarité/ et sur la liberté de la lucidité », lui répondait le poète Prévert. Ils étaient là, ce 10 mai : dans nos cœurs. Ils étaient de la fête, ils étaient de la joie. On est bien content de leur avoir offert ça. On leur prépare d'autres réjouissances. On a faim, on a soif. On est devenu insatiable. On ne laissera pas retomber le soufflet. Oui, vraiment, « Y'a d'la joie ! » Comme chantait déjà, en 1936, le poète Charles Trénet. Nous sommes tous des fous chantants.

• Jean-Louis Bertucelli (cinéaste) : C'est la fête pour tous. Pourquoi ce ne serait pas aussi la fête pour le cinéma ?

• Geneviève Serreau (écrivain) : Le bonheur, il faut le prendre quand il passe : maintenant. Après, il y aura sans doute des problèmes. Mais, de toute façon, tout est changé. Même pour la bagarre.

• Annie Leclerc (écrivain) : Beaucoup, beaucoup d'espoir : c'est ça qui est émouvant. Mais je suis également touchée par l'ironie de l'Histoire : quand on était le plus confiant, le plus certain, ça avait échoué ; quand on a semblé le plus découragé, le plus abattu, ça a marché !

• Hervé Bazin (écrivain) : Ce qui m'étonne, c'est que ce ne soit pas arrivé plus tôt.

• Yvan Dautin (chanteur) : J'ai du mal à réaliser. On avait tellement l'habitude d'être cocus... C'est une victoire qui en appelle d'autres. Enfin, les difficultés commencent !




Sygma

Cela s'appelle l'aurore

PAR SUZANNE PROU

IL existe bien des mots pour exprimer ce que je ressens après cette victoire de la gauche si longtemps attendue, espérée, donnée enfin. Lequel choisir ? Plaisir est étroit, limité, insuffisant. Aise ? Certes, je suis, nous sommes aises, bien aises, mais tellement plus que cela. Jubilation peut-être : dans la mesure où ce terme contient, à peine dissimulée, une petite nuance de revanche ; je jubile, non seulement à la pensée de notre succès, mais encore en évoquant la défaite de nos adversaires. Dois-je chasser l'impur sentiment de revanche ? Oui, sans doute.

Alors : délice ? Il est trop sensuel ; enchantement ? Trop religieux ; ivresse ? Trop dangereux ; ravissement ? Teinté d'irresponsabilité, et d'apparence un peu frivole. Restent exultation, liesse, et tout simplement joie. Et c'est vrai que j'exulte devant la porte enfin ouverte sur des lendemains clairs ; c'est vrai que j'ai participé à la liesse qui s'était emparée de tout ce peuple déferlant place de la Bastille comme pour un nouveau, pacifique, 14 juillet 89.

Mais le mot joie est le meilleur, le plus juste, le plus approprié à nos états d'âme. Parce qu'il est profond, éclatant et pourtant grave et retenu ; parce qu'il ne se borne pas à colorer l'instant fugitif, mais qu'il débouche sur l'avenir.

Il dit, le mot joie, la plénitude, le cœur rempli à ras bord, l'éclatement soudain de la lumière et la certitude qu'elle continuera de briller sur nous.

Que notre joie demeure, donc ; qu'elle devienne contagieuse et peu à peu touche les autres, les inquiets, les hésitants, les craintifs, les soupçonneux. Que notre joie se répande, envahisse un à un les hommes et les femmes de notre pays, comme la clarté du soleil levant tire de l'ombre l'un après l'autre chaque détail du paysage.

Je pense aux humbles, aux pauvres qui ont végété dans une médiocrité sans recours, pour qui l'espoir s'est levé dimanche soir.

Je pense à nous aussi, les écrivains et les artistes qui avons été si longtemps poussière, nous débattant comme nous le pouvions, accablés par les lois injustes, et le mépris poliment dissimulé dans lequel nos gouvernants tenaient la culture. Qu'étions-nous d'autre à leurs yeux que des saltimbanques juste bons à amuser — un peu — ceux qui faisaient profession de dignité sous leurs chapeaux à bords roulés ?

Si les meilleurs d'entre nous ont soutenu la candidature de François Mitterrand c'est bien parce que nous espérions de lui qu'il considère enfin nos travaux pour ce qu'ils sont : des œuvres d'art qui risquent d'enrichir le patrimoine de la France.

Nous l'espérons encore. Pour nous, autant que pour d'autres, plus que pour certains peut-être, l'arrivée de la gauche au pouvoir « cela s'appelle l'aurore ».

Des milliers d'étrangers

PAR JULIO CORTAZAR

J'HABITE en France depuis trente ans. La nationalité française m'ayant été refusée à deux reprises (sans explications, comme il est d'usage), j'avais appris que toute opinion critique que je pourrais exprimer publiquement sur l'état des choses en France serait considérée comme une ingérence dans les affaires du pays, avec toutes les conséquences que cela comporte ; j'ai donc dû me borner à ma tâche d'écrivain littéraire.

Dans cette perspective, il est facile d'imaginer ce que signifie pour moi de pouvoir exprimer ma joie de voir François Mitterrand à la tête de la République, en sachant que cette joie est aussi celle de milliers d'étrangers soumis à des statuts qui ne tiennent aucun compte de leur degré d'identification avec la vie de la France. C'est pour cela que, convaincu de refléter leurs sentiments, je voudrais dire à quel point nous nous sentons proches du gouvernement socialiste présidé par François Mitterrand, et combien est grande notre solidarité avec le pays qui nous a accueilli et avec tous les Français qui aspirent à plus de liberté et de dignité chez eux et dans le monde entier.

• Annie Duperey (comédienne) : On dit qu'il ne faut pas se fier à la tête du client. Moi, je me réjouis à l'avance des nouvelles têtes qu'on va voir.

• André Harris (journaliste) : Une joie tranquille et impressionnante à la Bastille. Un nouveau plaisir de vivre et une nouvelle respiration dans les mœurs pour toute la société française. Depuis le 10 mai 1981 à 20 heures, le pays n'a plus la même odeur. Mais le plus dur reste à faire.

• Roger Ikor (écrivain) : Pour moi, 1981 c'est 1936. La vie recommence. C'est enfin le printemps du socialisme.

• Marianne Sergent (comédienne) : On manquait sérieusement et drôlement de fêtes depuis mai 1968 ! Depuis le 10 mai 1981, je trouve les gens plus beaux.

• Roger Siffer (chanteur) : Malgré les insultes et les rires moqueurs des autres, nous sommes plutôt fiers, nous les Alsaciens qui avons voté pour « Franz ». Nous avons fait des fêtes extraordinaires à Mulhouse et à Strasbourg. C'est comme un mai 1968 réussi !

• Haroun Tazieff (vulcanologue, écrivain) : J'avais vécu de grands moments : le Front populaire, le débarquement allié du 6 juin 1944, la Libération. Ce que viens de vivre dépasse tout ce que j'avais déjà vécu. Pour la France, pour l'Europe, pour l'Afrique, pour le monde, c'est incomparablement important. C'est la plus décisive des libérations : nous risquions de sombrer dans un techno-totalitarisme policier dont nous ne serions pas sortis avant quarante ou cinquante ans ; nous avons retrouvé la démocratie et la liberté.

• Laurent Schwartz (mathématicien) : Tout n'est pas permis, tout n'est pas possible. Mais, déjà, pour les plus défavorisés, tout va changer. Mais, déjà, le pays est prêt à vivre autre chose.



Collection Jean Jaurès Fondation

Les mots du coeur

PAR JEAN VAUTRIN

DIMANCHE, le Roi est mort.

Il avait écouté la messe. Il avait communié. Sa femme portait un manteau bleu France.

Et rien n'y a fait. Pluie et vent sur le droit divin miracle !

Dieu qu'il a fait mauvais ! Dieu que l'averse est triste à la campagne !

Dimanche, le Roi est mort. Est mort à la télé. Comme ça. En huit cent dix-neuf lignes. 20 heures, Honeywell-Bull. A l'heure de l'apéro. Tous sondages cessants. La fourchette en l'air, en quelque sorte. Tué roide devant les Français. La carte perforée. Plein centre. Ping ! En plein juste milieu. Un coup d'ordinateur dans les poumons. Ambolie à Chanonat. Ça a fait pchitt à la télé.

D'ailleurs, le Roi a pas paru. Y s'était dégonflé.

Les organisateurs, tous. Vous avez vu ?

Tantinet merdouilles. Les yeux caves à Antenne 2. Genre penauds à rides de contrariété.

L'Elkabbach qui jaunissait à vue d'œil. Tout caillé sous les spots.

A T.f. 1, plus ficelles.

Le Cavada équipé tout caoutchouc a pris son élan. Un retour de logorrhée. Ses propres paroles qui l'échauffaient. Le showbise qui continue. Mince d'époque tout de même ! Gêné à peine, le coquin ! Quel métier !

Et des tas d'autres, qu'on avait vus prioritaires à droite, prêts à changer le code. S'arrêtant devant tout ce qui vient de la gauche ! Grenouilles comme pas. Prêts à chausser les palmes. Double saut carpette arrière. Et en avant la valse à l'envers !

Mougeotte, ce mardi matin, pas plus, tiens ! Je viens d'entendre. Pareil. Le socialisme qui commence objectivement à lui paraître possible.

M'est-avis, le réversible se portera beaucoup, cet hiver.

En attendant, dimanche, le Roi est mort. Est mort par grand orage.

Est mort à la Bastille.

Raide comme balle. Tué plein front. Trucidé-vif par un grand éclat de rire. Le peuple en est l'auteur. La joie, vous comprenez.

Tant et tant de poitrines qui retenaient leur souffle.

Sept ans en apnée. Et les larmes si chaudes qu'on pouvait plus les retenir.

Ah ! Enfin goûter le sel de la joie des autres ! Toute indifférence oubliée. Et que je t'embrasse sans savoir que je t'aimais. Et que je te parle sans savoir qui tu es. Et que je partage tes espoirs sans savoir si on se reverra. N'importe.

Le peuple de France a bien fait.

Tout juste en revenant, cette tache noire.

Ces cons. Toute une famille en vapeurs de haine. Elle, lui, les enfants sur un balcon. Boulevard Saint-Germain. Des méchants cons, j'ai dit, qui grinchaient leur hargne d'impuissance. Balançaient des injures, des papiers gras, des eaux usées sur la gueule de ceux qui revenaient de rire à la Bastille.

Méchants cons, je répète. Pauvres factieux d'arrière-ban.

Et, le cran au-dessus, celui qui a tiré à la 22 long rifle sur la foule. Anonyme crachat de sang.

L'hydre noire est là.

Ne l'oubliez jamais pour nous, M. le président.

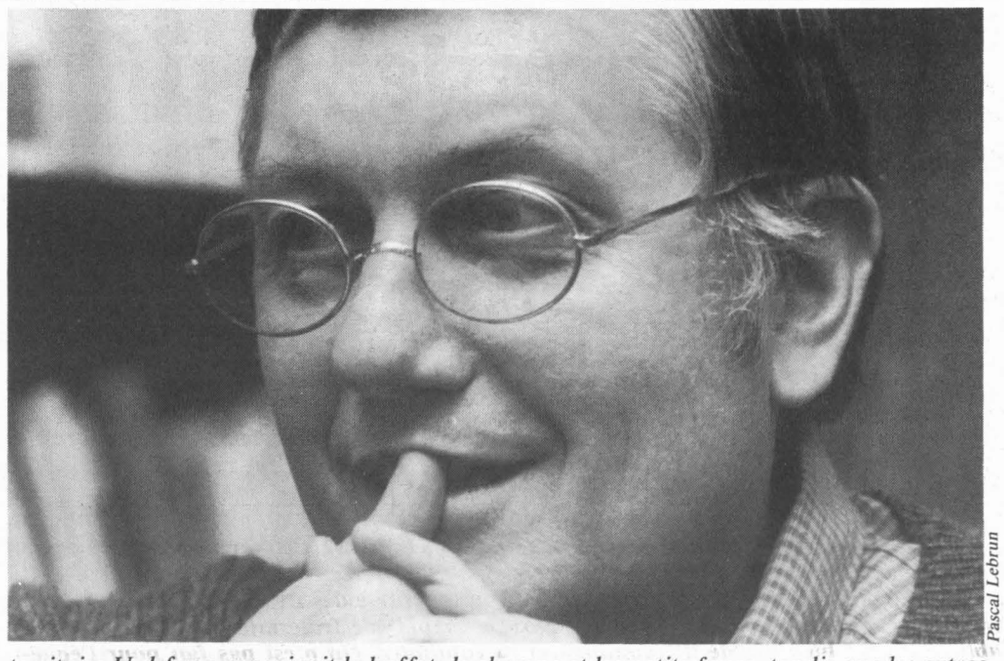
La Liberté excite toujours l'Ordre.

Il faudra que vous nous protégiez.

Il faudra.

Il faudra tant de choses.

Et l'autre soir, tandis que Marignan-1515 passait par tous les Trafalgar, tandis qu'en



Pascal Lebrun

territoire U.d.f. on rengainait le buffet, le champe et les petits fours, tandis que les extras retournaient leurs vestes et repliaient les tréteaux, je pensais à tous ces Français giscardiens. A ces cent cinquante-mille « Pantin » qui marchaient sur les vestiges d'une fête ratée.

C'est dur de mâchonner sa défaite.

Nous le savons bien pour avoir vécu mille déceptions antérieures.

Alors je pensais à eux. Et je pensais à François Mitterrand.

Au langage qu'à la même heure il avait su tenir dans sa déclaration de Château-Chinon.

N'avez-vous pas remarqué qu'on vous parlait différemment, ce soir-là ?

N'avez-vous pas senti, qu'au-delà de la beauté véritable des mots qu'il avait su écrire, cet homme avait en lui le souffle disparu d'un humanisme lumineux ?

Comme si la technocratie, le rendement, le profit et l'égoïsme qu'ils entraînent, avaient auparavant, pendant de longues années de pouvoir aveugle, fait disparaître de la bouche de nos gouvernants le langage du cœur.

Oui, en écoutant François Mitterrand, j'ai entendu ça. Le cœur.

Et moi qui ai toujours refusé de militer par peur de « n'être pas là le jeudi », j'ai éprouvé l'autre soir le besoin de poster un bout de billet à cet homme que je ne connais pas.

J'ai écrit :

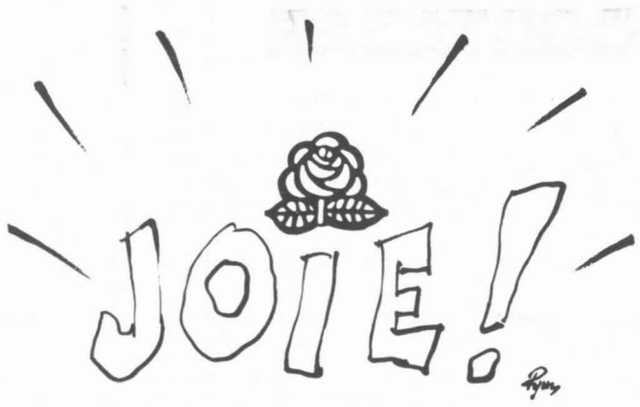
« Une fois criée l'immense joie qui nous a submergée, voici le temps de vous dire combien nous sommes fiers d'avoir un président qui parle les mots du cœur. Vous êtes porteur de tous nos élans et de l'espoir de ceux qui n'ont jamais douté qu'un jour, la gauche serait là.

Vous êtes le président des écrivains. Vous serez le président des idées. De la fraternité. Des petites gens. Vous leur rendrez leur esprit critique qu'on avait tenté d'effacer. Et leur confiance qu'on leur avait volée.

La liesse populaire donne toute la rareté qu'il convient à l'événement historique que vous incarnez. » (1) ●

(1) Et à ceux qui argumenteraient que la générosité ne suffit pas à solutionner les problèmes aigus de cette époque si concrète, je répondrai par avance que François Mitterrand est entouré d'hommes aussi compétents que ceux de l'autre rive.

Il n'est pas, que je sache, d'intelligence qui penche toujours du même côté.



• Jean Wiener (musicien) : Ce qui s'est passé en ce 10 mai 1981 constitue un changement essentiel, d'une importance historique capitale, d'une importance quasi égale aux événements de 1936. C'est le départ heureux d'une nouvelle manière de voir les choses et la vie.

• Raymond Bussière (comédien) : Vive l'alternance ! Ça risque sûrement pas d'être plus mal que ce qui se passait avant. Ça va pas être facile de sortir de ce merdier. Les « droitiers » vont fiche des crochepieds à tous les coins de rue. Mais François Mitterrand a bien l'air décidé à faire du bon tapin pour les prolos et les chôm'dus. Et puis ça va enfin être plus moral !

• Annette Poivre (comédienne): On croit enfin à demain.

• Ivry Gitlis (violoniste israélien) : Les Français sont décidément surprenants. On les croyait plongés dans la torpeur et les voilà qui se réveillent, se mettent à bouger en pleine lumière. Quand on sait que ce qui se passe en France a toujours servi d'exemple ailleurs...

• John Guez (saltimbanque) (1) : J'ai trente-neuf ans. Je viens de vivre le plus beau jour de ma vie. La France est devenue un théâtre. Le rideau s'est levé. A nous le premier acte. Et puis, désormais, il y a une valeur fondamentale qui va être cotée en bourse : la fraternité.

• France Léa (comédienne) : Je suis contente, très contente. C'était toujours les mêmes qui baissaient la tête... C'est fini, tout ça. Ça fait du bien.

• Francis Lemarque (chanteur) : En 1936, j'étais ouvrier dans la bonneterie. Mon patron m'a dit : « Tu peux partir en vacances. Ne reviens pas avant dix jours. Je te paye quand même. » J'ai dû faire une tête ! Quarante-cinq ans après, pour moi, c'est la même surprise, la même ferveur, le même enthousiasme retrouvé.

• Henriette Nizan : Je suis toujours très sensible à tout ce qui se passe dans la rue. Mais, je me méfie des lendemains d'ivresse. Donc, je reste grave. En même temps, c'est vrai, ce que j'ai vécu à la Bastille m'a remplie d'une combativité toute neuve. J'ai l'impression d'avoir à nouveau vingt-cinq ans ou trente ans. Je suis prête pour les batailles à venir.

• Rita Renoir (comédienne) : C'est pas encore gagné, mais les frites étaient vraiment bonnes à la Bastille ! On est



décoincé, on respire mieux : c'est un bon début.

• Pauline Julien (chanteuse québécoise) : On attendait vraiment ça ! On est content pour vous. On est aussi content pour vous aujourd'hui qu'on l'était pour nous en novembre 1975.

• Francis Jeanson (écrivain) : Ce premier succès peut devenir une grande victoire, si nous savons la concrétiser, de jour en jour, sur le terrain : là où nous vivons, là où nous travaillons, partout où nous disposons de quelque prise sur la réalité. Nous avons élu le socialisme, il nous reste à le réinventer.

• Jean-Pierre Chabrol (écrivain) : Je suis tout heureux. J'avais fini par ne plus y croire. Ça me redonne du nerf. C'est une

(suite en page 14)



Album de famille

PAR NELLA BIELSKI

ON attend un enfant, on espère sa venue, et voilà, il est là avec son visage, avec cette forme unique de sourcils, de bouche, de nez. On pouvait l'imaginer, le rêver sous ses matérielles espèces les plus diverses, mais jusqu'à l'instant où les yeux de la mère se posent sur son enfant, tout à fait apparu, elle ne sait pas, ne peut pas savoir le bonheur qui déferlera sur elle.

C'est un peu ce qui nous est arrivé à tous, à nous qui espérions cette victoire. La forme abstraite sur les images de la télévision des colonnes inégales avec des pourcentages, et puis les premiers visages des gens qu'on connaissait dans d'autres circonstances et qui en disaient plus long que les mots et les pourcentages. C'est donc là, c'est arrivé. Ces visages, oui, je les connais. Les visages de la gauche depuis vingt ans que je vis en France, les visages de mes amis bien sûr, mais surtout ceux, anonymes, des enterrements. Quand nous marchions, silencieux, en rangs serrés, pour nos Jean-Paul et nos Pierre, dans les rues de Paris jusqu'au cimetière, je regardais ces visages et je choisissais mon parti, le parti du cœur.

Le monde le plus divers — intellos, prolos, métèques, immigrés de l'extérieur et de l'intérieur, et tout simplement les gens sans étiquette, hommes et femmes — tout ce monde assemblé ici avait un air de famille.

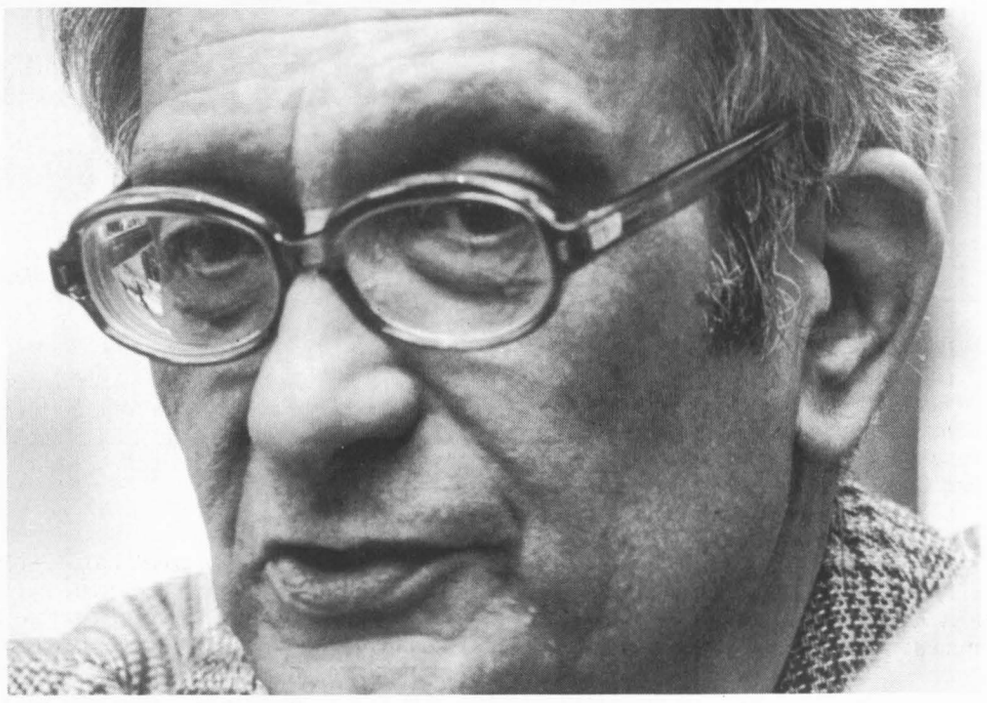
C'était ma Bastille intérieure, c'était mon album de famille en France. La France, mon pays d'adoption.

Dans la nuit du 10 mai, place de la Bastille, mon album de famille s'est animé et multiplié comme par enchantement, et ma Bastille intérieure est bien devenue cette place qui porte le même nom. Notre Histoire, longtemps portée, était née là, en chair et en os.

Il n'y avait pas de violence, cette nuit, aucune, ni hystérie. La joie seulement, que la joie. Et réunir ces millions de gens dans la joie, sur cette terre et par les temps qui courent, il fallait le faire ! ●

Un monde neuf sur nos écrans désembués

PAR CLAUDE MAURIAC



L'USURE du pouvoir est aussi celle des visages. Une certaine perte de prestige semble atteindre les corps dans leur densité. A l'image où nous les avions trop souvent vus, les hommes de l'ancienne majorité s'étaient dématérialisés sans pour autant se spiritualiser. Corps peu glorieux devenus les fantômes d'eux-mêmes. Et, pour un certain nombre de Français, ceux qui ont fait la différence, les spectres de leur espérance.

M. Giscard d'Estaing, de façon particulièrement sensible, apparaissait de plus en plus léger. Entendez-le, ici, au sens physique du mot. Il était là, comme toujours, sur le petit écran. Un peu vieilli, ce qui était naturel. Moins détaché, plus crispé. Mais surtout absent de lui-même dont seule demeurait la toujours élégante et incertaine apparence.

Bref, il ne faisait plus le poids. Et pas seulement en présence d'un adversaire contre lequel, pris de peur, il n'hésita pas à employer des armes défendues, ce dont beaucoup de ses amis eux-mêmes ont été blessés. Ne parlons plus de ces coups bas. Disons seulement que bien des Français des deux camps en ont souffert. La morale aussi est engagée dans ces combats-là.

A voir nos amis à nous, à participer à leur allégresse, partout en France, au soir du 10 mai, nous ne pouvions nous empêcher de penser que si la voix de chaque Français avait la même valeur, si, pris individuellement, les électeurs de M. Giscard d'Estaing étaient des femmes et des hommes estimables, ceux de François Mitterrand étaient sous leur masse d'une autre qualité. Il suffisait de les regarder, sur le chemin de la Bastille, dans la nuit heureuse et pluvieuse du 10 mai, si jeunes, et les vieux eux-mêmes illuminés d'une jeunesse retrouvée, pour être fier et heureux, rajeuni soi-même, de se sentir des leurs.

Cette partie du corps électoral-là avait une âme. Et cet homme-ci, François Mitterrand. Paisible, rayonnant, déjà investi de l'onction du peuple et en portant le poids avec naturel et noblesse, il se montra enfin et, dans une langue accomplie, nous dit quelques mots qui nous confirmèrent, si nous n'osions y croire) que l'espérance enfin était ressuscitée.

Sur les écrans que nous ne regardions plus, aux heures des journaux télévisés, qu'avec indifférence et distraction, apparaissent depuis ce soir-là des hommes nouveaux dont les paroles nous surprennent par leur densité. Jusque dans les studios un air nouveau est entré. Et nous découvrons avec étonnement et bonheur les premières forces d'un monde neuf sur nos écrans désembués. ●



(suite de la page 13)

grande chance. Pourvu que ça ne rate pas ! Parce que, si ça ne marche pas, c'est le fascisme. Quelle responsabilité devant l'Histoire ! Ça ne va pas être du gâteau ! Le nombre de gens qui vont essayer de mettre des bâtons dans les roues... Mais François Mitterrand a maintenant dans sa cartouchière ce qu'aucun autre ne pouvait avoir : un capital populaire fabuleux. Il va falloir le nourrir, ce capital. Il ne s'agit pas d'accorder tout et n'importe quoi. Mais, il faudrait très vite que le peuple se sente au pouvoir. Le mieux, pour détendre vraiment l'atmosphère, serait peut-être de procéder tout de suite à une amnistie politique : ces Bretons, ces Corses qui sont en prison. Si on les libère, c'est tout le peuple qui se sentira plus libre...





Bonsoir, M. l'agent

PAR MARIE CARDINAL

A la Bastille, tout d'un coup, je me suis arrêtée de danser, de chanter, de hurler. Je venais d'apercevoir, dans l'éclat d'un projecteur baladeur, un groupe de flics qui se mettait en place à un carrefour. La vue de ces hommes m'a toujours donné l'envie de me battre parce qu'ils symbolisaient un ordre que je déteste. Je le déteste pour le connaître de l'intérieur et de l'extérieur. Je suis née dans cet ordre et j'y ai été élevée puis, à l'âge de la critique, je l'ai rejeté et me suis mise contre lui de toutes mes forces, de toutes mes paroles et de tous mes livres. Dans la nuit du 10 mai donc, la vision des uniformes au lieu de me dynamiser comme d'habitude, m'a au contraire paralysée. Ces hommes, à partir d'aujourd'hui, allaient aider à maintenir un ordre que j'ai voulu intensément.

Il fallait changer mon regard sur les gens, sur la ville, sur le pays, sur le monde. Quel bouleversement ! Depuis que j'ai une vie à moi, c'est-à-dire depuis que j'ai une conscience précise d'être un être humain vivant avec d'autres êtres humains, j'ai toujours vécu dans l'opposition. De me trouver en quelques instants précipitée dans la majorité m'a déséquilibrée. Mes ancrages flottent, mes amarres sont larguées. C'était confortable le quai de l'opposition. J'y étais habituée. Comment navigue-t-on sur la haute mer de son idéal ? Comment prend-t-on le chenal qui y mène ? Tout est à apprendre de nouveau, y compris cette foule que je connais si bien pourtant, avec laquelle j'ai tant marché, tant crié, été si souvent en colère. Cette foule comme un bain chaud, comme un hamac, comme un tremplin. Tous ces gens dont je sais l'existence besogneuse, l'espace mesquin, le peu de temps qu'ils ont à eux. Toutes ces femmes, surtout, à la vie harassante, que je suis allée voir partout, dans toute la France, là où elles sont, dans leurs comités d'entreprise, dans leurs centres sociaux, dans leurs bibliothèques municipales, dans leurs écoles, dans leurs collèges, dans leurs Zup.

Moi, commis-voyageur de mes désirs, de mes espoirs, tâchant de les entraîner avec moi, sachant que mes désirs et mes espoirs ne pouvaient se réaliser sans toutes celles-là qui dansent ce soir, qui rient, qui sont celles, qui tombent dans les bras de leurs amoureux, qui tiennent leurs copines par la taille, qui montrent à leurs enfants le petit Génie ailé de la Bastille là-haut, qui sont heureuses, heureuses. Tant de bonheur ! Eh bien ! nous y sommes ! Les larmes me montent aux yeux, je me sens maladroite. Comment ne pas les décevoir maintenant que ça y est ? Me voilà assise sur la rampe d'une station de métro. Dans le ciel, s'éparpillent, ravissantes, les mille étoiles gaies des feux d'artifice. Une lueur rouge nimbe l'orchestre qui fait se trémousser le monde. La fête ! Les corps libres se meuvent, les lèvres bougent pour sourire, parler, embrasser. Les yeux brillent encore plus que les étincelles des pétards. La foule sort sans arrêt de la bouche du métro. Centaine de milliers de vies qui se signalent, qui signalent leur besoin poignant d'exister et leur confiance.

A un moment il faut bien quitter la fête, sinon ce ne serait plus une fête. Surtout celle-là. J'ai mis un bout de temps à comprendre ; mais, j'ai bien compris ce qui s'exprimait ici par cette joie. Un départ. Tout commence, tout est à faire.

La gauche est à construire et à construire sur nous ; pas sur les débris de la droite ou les restes du passé. Sur nous, heureux, nouveaux, avec notre mémoire et nos projets. Bonsoir, Monsieur l'agent ! Coup de menton pour dire bonsoir. C'est une belle nuit, hein ? Nouveau coup de menton pour acquiescer. Pourraient commencer à parler eux aussi ! ●

• Angel Parra (chanteur chilien) : Tous les Chiliens exilés en France sont fous de joie : leur vie, notre vie, va être plus facile. Je sais aussi que le peuple chilien regarde avec intérêt et passion ce qui est en train de naître ici. Et, avec lui, des millions de femmes et d'hommes en Amérique Latine et dans le monde.

• Tahar Ben Jelloun (écrivain marocain) : C'est un espoir pour les peuples du tiers monde et leurs communautés immigrées, ici, en France. A présent, on peut dire qu'est venu le temps du dialogue vrai et de l'amitié réelle entre la France progressiste et ces peuples. Espérons cependant



que les droits du peuple palestinien, peuple exclu de sa terre, ne seront ni oubliés ni sacrifiés.

• Adami (peintre italien) : La France va avoir une société plus humaine. C'est parce que j'en suis convaincu que j'avais apporté mon soutien à François Mitterrand. Je participe à la joie des Français. J'applaudis ce coup d'arrêt à la barbarie : au moment où une partie du monde glisse à droite, la France passe à gauche. Chapeau !

• José Valverde (metteur en scène, président de l'Association technique pour l'action culturelle) : Par habitude, je m'étais préparé psychologiquement à une défaite... Cette victoire, quelle bonne surprise ! Et quel espoir nouveau pour la vie culturelle ! Donc, contrairement à ce que certains espéraient, la décentralisation n'est plus une idée dépassée...

• Wolf Biermann (chanteur allemand) : Vous avez chanté et dansé ? J'espère que vous pourrez continuer longtemps ! Vous avez vécu un grand moment poétique ? J'espère que le retour à la réalité prosaïque ne sera pas trop dur ! Vous êtes heureux ? Je le suis aussi ! C'est bien pour les Français ? Mais c'est également très bien pour l'Europe, pour le monde et pour la paix ! Vous aviez de vieilles difficultés ? Vous voilà avec de nouvelles difficultés ! Je voudrais bien les avoir.

• Rachid Boudjera (écrivain algérien) : Homme de gauche, je suis content. Content que la gauche soit enfin au pouvoir en France. Content que l'activité culturelle française, qui était en régression, puisse bientôt reprendre. Content que le programme des socialistes, généreux et progressiste pour les immigrés, puisse être appliqué. Je voudrais seulement que les forces de gauche française n'oublient pas en route le problème palestinien.

• Françoise Sagan (écrivain) : Cette chaleur humaine ! Inoubliable ! C'est le bonheur, vraiment, le grand bonheur !

• Jean Lacouture (journaliste) : La gauche n'a pas seulement remporté un succès ce 10 mai. Elle a conquis le pouvoir. Ce que l'ampleur de sa victoire vaut à François Mitterrand, c'est le mandat le plus clair pour agir qu'un socialiste ait jamais reçu en France, plus solide et durable que celui qu'avait obtenu Léon Blum en 1936, éminemment révocable du fait des institutions.

Il est peu probable que le général de Gaulle et Michel Debré aient souhaité, en rédigeant leur constitution de 1958, favoriser les chances du socialisme en France.



Pour nous l'Histoire commence

PAR JEAN-PIERRE ENARD

NOUS allons enfin faire l'Histoire.

Nous nous enlisions dans une après-guerre qui n'en finissait pas. L'Histoire qui se racontait était celle de nos pères. Camps, résistance et trahisons. Ce n'était pas la nôtre, même si elle constituait notre héritage. Pour le reste, nous avons découvert la politique avec la honte : Diên Biên Phu ou les tortures en Algérie. Quelques semaines, nous nous sommes retrouvés en 1968. Nous nous sommes vite perdus en même temps que s'éloignaient nos espérances. Il ne restait pour nous rassembler que les morts : Overney ou Sartre.

Le reste ne nous concernait pas. L'Histoire se déroulait ailleurs. Sans nous. Mais peut-on appeler Histoire cette médiocrité quotidienne sans cesse répétée depuis des années ? Et politique ce Pouvoir sans projet, sans idée, sans autre ambition que celle de s'inscruster, comme une moule à son rocher ? Ce régime de truqueurs, de menteurs, de profiteurs, où les ministres mouraient sur un trottoir et où les diamants prenaient la couleur du sang, nous le haïssions. Mais encore plus, nous le méprisions. Comme il n'est rien de pire que le règne de la médiocrité, nous cédions peu à peu au désespoir.

Aujourd'hui, tout bascule. Certes, il y a la joie de la victoire, la première depuis que nous votons. Surtout, l'espoir renaît. Désormais, je me sens — et j'imagine tous ceux de mon âge (1) avec moi — responsable de ce qui va se passer. L'Histoire qui commence ce 10 mai est la nôtre. Le présent nous appartient. L'avenir sera ce que nous en ferons.

Cette prise en charge de la politique par ceux qui jusqu'alors en étaient exclus, c'est d'abord cela « Mitterrand-Président ».

C'est aussi, bien sûr, ceux qui dansent et s'embrassent à la Bastille, les amis qui accourent pour vivre ensemble ce moment-là et les enfants qui participent à la joie comme s'ils savaient, d'instinct, qu'ils seront les premiers à bénéficier du changement. Car nous allons leur façonner une autre vie. Toute cette fraternité retrouvée, cette explosion de liberté, cette volonté déterminée de participer, voilà une autre manière de dire que, pour reprendre le vieux slogan, nous continuons le combat.

(1) L'âge de ceux qui ont eu vingt ans en 1968.

Mais, c'est bien à cela qu'ils auront abouti.

• Robert Enrico (cinéaste) : Je suis tout à cette joie, à cet espoir naissant, à cette explosion spontanée de bonheur qui a frappé les imaginations. La contamination est telle que j'ai même rencontré des gens qui, après avoir voté pour Giscard, étaient finalement satisfaits que François Mitterrand soit élu... Mais que la gauche se garde du pire ! Qu'elle ne se divise plus !

• Georges Conchon (écrivain) : Je n'éprouve rien de plus que les autres. Je n'éprouve rien de moins. Il y a peu à dire, pour tout dire. Cela tient en un mot : enfin !

• Marek Halter (écrivain, peintre) : Le rôle d'un intellectuel, ce n'est pas d'être au service du Pouvoir, c'est d'être en face du Pouvoir et de l'interpeller, d'être vigilant. Encore faut-il avoir à faire à un Pouvoir qui se laisse alerter ! Je suis confiant et



serein : je pourrai apostropher François Mitterrand. Il a le sens de l'Histoire et de la morale : les Droits de l'homme dans le monde ne pourront qu'en être mieux respectés.

• Guy Ligier (constructeur automobile, sportif) : Les Français se sont prononcés en majorité clairement. Ce qui me réjouit, moi qui vis en province, c'est que le pouvoir des régions va être précisé et renforcé. Et ça, ça va changer la vie des gens !

• Georges Simenon (écrivain) : N'étant pas Français, je n'ai pas à me mêler des affaires françaises. Mais, en tant qu'homme de gauche, je me réjouis de ce qui s'est produit le 10 mai 1981. Je pense surtout que, du point de vue international, c'est une très bonne nouvelle.

(1) John Guez est ce comédien de rue qui a installé en permanence son théâtre de paroles et de gestes sur la piazza de Beaubourg. Le 30 mars 1981, il avait envoyé à François Mitterrand ce télégramme prophétique : « J'aspire à être une rose, fondamentalement, a déclaré le rosier, lors d'une interview à un grand journal du soir. Et moi un homme qui sait, a dit l'enfant qui passait par là. François Mitterrand, vous serez président et déjà nous le vivons profondément dans ce théâtre à ciel ouvert. Salutations et bravos, au pluriel. John Guez, artiste français. » ●

Nouveau !
GITANES
LÉGÈRES
HAVAS CONSEIL



Barre, Ceyrac, Giscard et Poniatowski, vus par Daullé.

DROITE

Le temps de la bile

Amnésiques et orphelins, mais animés de l'instinct de survie, d'une faim de cannibale et de la soif inextinguible du pouvoir, les élus de la droite battue sont prêts à tout pour conserver leur siège. Pas joli, joli...

PAR GUY PERRIMOND

CE n'est même plus un duel mais une bataille rangée ! Entre les groupes, les comités, les chefs et les traîne-savates. Entre les députés sortants, les hommes de bureau et les hommes de terrain. Entre les fidèles et les infidèles. Bref, à droite, le personnel politique tente tout à la fois de s'unir pour mieux résister au choc, pour conserver des positions, de régler de vieux comptes, d'assouvir des haines brusquement réchauffées et de prendre le meilleur sur le voisin.

Depuis dimanche soir, le combat des chefs a repris. Valéry Giscard d'Estaing semble encore espérer pouvoir diriger. Jacques Chirac affirme être le seul à pouvoir le faire. Raymond Barre se dit que d'ici à quelques mois c'est lui qui héritera. Et chacun y va de sa petite phrase, de ses propositions ou de ses silences pour se placer, prendre date, regrouper autour de lui ses partisans.

Les deuxièmes couteaux, même les plus dévalués, tel Michel Poniatowski, tentent de sortir de l'ombre, de jouer un rôle. Des groupuscules, toujours membres de droit de l'U.d.f. mais visiblement mal à l'aise dans l'habit rapiécé, étriqué de l'ancien président, tentent de voir ailleurs si par hasard une nouvelle structure d'accueil ne les protègerait pas mieux de l'oubli.

Ils en sont à vouloir changer de sigle, à tenter de se refaire une virginité avec un nouveau nom ! Car les députés des groupes U.d.f. et R.p.r., inquiets à juste titre pour leur siège, aimeraient bien faire oublier le passé, leur responsabilité.

Depuis dimanche soir, ils savent. Dans chacune de leurs circonscriptions ils ont fait les comptes. Et ceux-ci sont inquiétants. Ce qui explique leur volonté d'en arriver à une candidature unique pour le mois de juin.

Jacques Chirac a été le premier à le proposer. C'est à la fois l'instinct de survie, la faim du cannibale et la soif de pouvoir qui l'a fait parler aussi vite. Trop vite. Certes, les députés du groupe R.p.r. tiennent à la candidature unique : après tout leur chef n'a fait mieux, le 26 avril, que Giscard d'Estaing que dans six circonscriptions ! Ce qui est un peu juste pour former un groupe parlementaire ! Tous savent, toutefois, que dans une élection législative le poids des candidats, les liens avec les clientèles comptent. Tous savent qu'un chef battu n'est pas la meilleure locomotive pour aller vers le succès. Mais cela ne donne aux députés sortants chiraquiens aucune idée précise du nombre des leurs qui au soir du premier tour seraient en tête de la droite. La proposition de Jacques Chirac ne pouvait que les séduire.

A l'U.d.f., les sentiments sont un peu plus compliqués. Réalistes, les députés sortants souhaitent eux aussi la candidature unique. Pour d'autres raisons. Mener campagne avec le sigle U.d.f., marqué par la défaite, ne les séduit guère. Mieux vaut faire oublier leurs liens directs avec Valéry Giscard d'Estaing, expliquent-ils tout bas. La fidélité ne les étrangle pas. Pas plus que la constance.

Leur porte-parole Roger Chinaud, avec l'élégance qui le caractérise, a déclaré mardi : « Le passé ne m'intéresse pas et il n'intéresse plus les élus. » Amnésiques et orphelins, ils souhaitent, pour durer, discuter avec le R.p.r., négocier avec lui, afin d'arriver à un accord électoral. Et, courageux jusqu'au bout des ongles, ils proposent une plate-forme pour une majorité « libérale et sociale ». Afin d'effacer toute trace.

A vrai dire, même si les groupes parlementaires se mettent d'accord, il y a peu de chances qu'à droite tout baigne dans l'huile. Tout d'abord, il va falloir règler des comptes et ils sont nombreux. Car si le pouvoir, la réussite effacent les plaies, l'échec les ravive. Et au sein de l'U.d.f. tout d'abord, puis entre les deux groupes de droite, les croche-pieds vont se multiplier.

Puis il va falloir se donner des « chefs ». Au R.p.r., pas de problème. Chirac est tout désigné. Même si certains des siens — ceux qui ont soutenu Giscard ou Debré par exemple — lui pardonnent mal son attitude. Ceux-là songent que Barre, dans sa sévérité, a eu raison. Mais la grogne ne dépassera pas les ressentiments masqués.

A l'U.d.f., on souhaite que Giscard d'Estaing reste, pour un temps, silencieux. Qu'il se fasse oublier. Et que l'on mobilise l'électorat sur autre chose que sur l'image d'un perdant. Même Jean Lecanuet — « même pas capable de conserver une majorité dans sa ville », disait injustement un député qui est pratiquement dans le même cas — n'est plus en odeur de sainteté. Pas plus que l'état-major de campagne du candidat de droite, considéré à tort comme responsable de l'échec. « Si au moins on avait choisi des hommes de terrain », expliquent les élus U.d.f. !

Mais les uns et les autres se gardent bien de parler de ce qui les inquiète le plus. Spécialistes en manipulation, ils ont trop utilisé « l'effet Chirac » ou « l'effet majoritaire », même inexistant, la preuve en a été apportée par les électeurs, pour ne pas tenir compte de « l'effet Mitterrand », bien réel celui-là. Car ils savent qu'aux résultats des deux tours vont s'additionner les conséquences de la victoire : une information enfin égalitaire, l'absence de l'appui massif, indécent de l'appareil d'Etat, la « peur » s'apaisant et, surtout, des perspectives réelles. Tout cela ils le savent, mais ils n'ont pas encore pu en mesurer concrètement l'effet sur le corps électoral. Ce qui explique une partie de leur prudence.

Il n'est pas inintéressant de noter que le C.n.p.f., lui aussi, fait preuve d'une prudence justifiée. Non que ses sentiments aient changé, mais ses responsables ont besoin de s'adapter à une situation nouvelle, inconnue. A sa manière, la Bourse prouve à quel point une situation inédite peut inquiéter certains, même si souvent l'inquiétude est gratuite.

Plus profondément, étudiant les cartes électorales, les sondages, tout le matériel accumulé depuis un mois, les stratèges de la droite y ont vu des motifs d'inquiétude qui vont au-delà de la conjoncture. Leur électorat vieillit : il ne représente plus que 30 % (U.d.f. et R.p.r. confondus) des hommes de moins de 34 ans ; 43 % des femmes de moins de 34 ans. Il est de moins en moins populaire : seulement 32 % des ouvriers et 38 % des employés et cadres moyens. En un mot, alors qu'ils étaient au pouvoir, qu'ils disposaient de tous les moyens d'un Etat entièrement colonisé, ils ont peu à peu perdu ce qui avait fait la force électorale du gaullisme. Comment, dès lors, pouvoir espérer reconquérir ces positions ? Au prix de quels sacrifices, de quels oublis. D'autant que dans un vote majoritaire, même leurs places fortes deviennent fragiles. Sur les trente départements où Giscard d'Estaing a encore été majoritaire dimanche, six l'ont été à moins de 1 % (Loire-Atlantique, Eure-et-Loir, Finistère, Marne, Pyrénées-Atlantiques, Vosges). Et nombreux sont les notables de l'ancienne majorité qui n'ont pas pu assurer dans leur circonscription une majorité à leur leader : l'exemple breton est révélateur.

On comprend mieux la tension d'une droite qui, à contre-cœur, va récupérer son nom — enfin les mots reprennent leur sens —, qui n'a pas réussi tout au long des années de pouvoir à se doter de partis efficaces — à l'exception du R.p.r. —, qui hésite pour désigner son chef. Car acceptant mal l'idée d'alternance, les responsables conservateurs acceptent mal leur propre pluralisme.

Dans les semaines qui viennent, on pourra voir si l'ancienne majorité est capable, dans l'adversité, de se restructurer et surtout quels seront ses axes de bataille. Mais dès aujourd'hui, quelques-uns de ses leaders affirment tout haut ce que tous pensent tout bas : « Nous sommes dans l'opposition pour un bon moment. » ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325